

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

DIAC

Société anonyme au capital de 415 100 500 Euros

Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf

931608 Noisy-Le-Grand

702 002 221 R.C.S. BOBIGNY

**Comptes annuels sociaux et consolidés approuvés
par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2026****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DIAC S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « *Règles et méthodes comptables* » de l'annexe qui expose les incidences du changement de méthodes comptables induit par la première application nouveau règlement ANC 2023-03 relatif à l'harmonisation des états financiers.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et évaluation des provisions afférentes

| | |
|-------------------------|--|
| Risque identifié | <p><i>DIAC S.A. constitue des provisions pour couvrir les risques de non-recouvrement des créances de crédits accordés aux réseaux de concessionnaires et à la clientèle.</i></p> <p><i>Comme indiqué dans la partie « B) Crédits à la clientèle et au réseau non titrisés » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels, les provisions pour risque de crédit sont calculées sur une base individuelle ou collective selon le type de créance (saine, incidentée, douteuse, compromise).</i></p> <p><i>Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des types de produits et des classifications attribuées aux contreparties.</i></p> <p><i>L'évaluation des dépréciations sur une base individuelle requiert un recours au jugement de la direction et est susceptible d'avoir une incidence significative sur la valeur des encours de crédit et les résultats de la société.</i></p> <p><i>Compte tenu de la complexité des hypothèses utilisées pour l'estimation du risque de crédit et du recours au jugement de la direction, nous avons considéré que la détermination de la valeur recouvrable des créances de crédits constitue un point clé de l'audit.</i></p> |
| Notre réponse | <p><i>Au 31 décembre 2025, les dépréciations au titre du risque de crédit réseau et clientèle, présentées dans la note 2 de l'annexe. Elles s'élèvent à 28 millions d'euros pour les contrats non douteux, 7 millions d'euros pour les contrats douteux et 73 millions d'euros pour les contrats douteux compromis, pour un encours de crédit net total de 5 377 millions d'euros.</i></p> <p><i>Avec l'appui de nos équipes spécialisées, nos travaux ont notamment consisté à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ; ▪ Evaluer les contrôles clés mis en place pour valider les méthodes de calcul des provisions déterminées de manière statistique ; ▪ Examiner les provisions complémentaires comptabilisées et notamment les provisions individuelles à dire d'expert comptabilisées ; ▪ Procéder à une évaluation des processus et des contrôles clés sur le portefeuille de crédits à la clientèle et réseau en réalisant une revue des applications informatiques, des déversements de données gestion- comptabilité et des contrôles par les équipes métiers ; <p><i>Tester la qualité des interfaces applicatives des systèmes d'information qui supportent le calcul et la comptabilisation des dépréciations et des provisions sur le risque de crédit ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Examiner le processus mis en place pour s'assurer de l'exhaustivité et de la qualité des données utilisées pour la détermination des dépréciations et des provisions ; <p><i>Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations et provisions du risque de crédit d'un exercice à l'autre ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes annuels au regard des règles comptables applicables. |

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous sommes dans l'impossibilité de conclure sur le respect, dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, du format d'information électronique unique européen défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018. En effet, nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures nécessaires pour vérifier ce respect pour la raison suivante : à la date d'émission de notre rapport, la société n'a pas finalisé la présentation des comptes annuels au format d'information électronique unique européen destinés à être inclus dans le rapport financier annuel.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société DIAC S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 20 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 6^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Paris La Défense et Levallois-Perret, le 5 mai 2026

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associé

Anne VEAUTE
Associée

Forvis Mazars S.A.
Natacha ANDRE
Associée

BILAN

| ACTIF - en milliers d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Créances sur les établissements de crédit | 1 | 4 704 788 | 4 591 455 |
| Opérations avec la clientèle | 2 | 5 377 132 | 5 238 365 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 3 | 913 385 | 703 310 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 4 | 2 | 2 |
| Parts dans les entreprises liées | 5 | 81 347 | 81 387 |
| Crédit-bail et location avec option d'achat | 6 | 5 297 930 | 4 756 349 |
| Immobilisations incorporelles | 7 | 3 364 | 1 900 |
| Immobilisations corporelles | 8 | 11 981 | 12 067 |
| Autres actifs | 9 | 551 269 | 499 554 |
| Comptes de régularisation | 10 | 49 337 | 36 772 |
| TOTAL ACTIF | | 16 990 535 | 15 921 161 |
| PASSIF - en milliers d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 11 | 15 438 148 | 14 507 065 |
| Opérations avec la clientèle | 12 | 113 856 | 66 616 |
| Dettes représentées par un titre | 13 | 36 872 | 29 833 |
| Autres passifs | 14 | 466 446 | 200 636 |
| Comptes de régularisation | 15 | 587 358 | 541 656 |
| Provisions | 16 | 403 061 | 180 418 |
| Dettes subordonnées | 17 | 285 336 | 184 579 |
| Capitaux propres | | (340 542) | 210 358 |
| Capital souscrit | 18 | 415 101 | 415 101 |
| Réserves | 18 | 41 510 | 41 510 |
| Report à nouveau | 18 | (246 253) | (34 157) |
| Résultat de l'exercice | 18 | (550 900) | (212 096) |
| TOTAL PASSIF | | 16 990 535 | 15 921 161 |

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

| En milliers d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 |
|----------------------------|--------------|------------------|-------------------|
| Engagements donnés | 19 | 1 119 582 | 1 214 107 |
| Engagements de financement | | 813 804 | 774 658 |
| Autres engagements donnés | | 305 778 | 439 449 |
| Engagements reçus | 20 | 8 844 123 | 11 362 401 |
| Engagements de financement | | 37 000 | 3 500 000 |
| Engagements de garantie | | 8 807 123 | 7 862 401 |

COMPTE DE RESULTAT

| En milliers d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|------------------|------------------|
| Intérêts et produits assimilés | 22 | 354 092 | 443 101 |
| Intérêts et charges assimilés | 23 | (647 789) | (644 882) |
| Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées | 24 | 3 575 781 | 2 944 089 |
| Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées | 24 | (3 626 592) | (2 832 686) |
| Revenus des titres à revenu variable | 25 | 215 126 | 222 186 |
| Commissions (Produits) | 26 | 22 517 | 24 123 |
| Commissions (Charges) | 26 | (764) | (775) |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation | 27 | 6 956 | (22 698) |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées | 27 | 14 | |
| Autres produits d'exploitation | 28 | 218 217 | 230 628 |
| Autres charges d'exploitation | 29 | (28 825) | (50 346) |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 88 733 | 312 740 |
| Charges générales d'exploitation | 30 | (409 776) | (374 223) |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | | (4 084) | (3 931) |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | (325 127) | (65 414) |
| Coût du risque | 31 | (201 318) | (146 806) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (526 445) | (212 220) |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | (526 445) | (212 220) |
| Résultat exceptionnel | 32 | (24 553) | |
| Impôts sur les bénéfices | 33 | 98 | 124 |
| RESULTAT NET | | (550 900) | (212 096) |

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

DIAC S.A est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libérés, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A a pour principale activité le financement du Groupe Renault et ses marques, Nissan et Mitsubishi.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes sociaux de DIAC S.A, pour l'année 2025, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 9 mars 2026 et ont été présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2026.

Pour mémoire, les comptes sociaux de DIAC S.A, pour l'année 2024, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 mars 2025 et présentés pour approbation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2025.

Les comptes sociaux sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

L'activité de titrisation en 2025 :

Mobilize Financial Services France a mis en place une nouvelle titrisation publique adossée à la composante loyer de créances de location avec option d'achat (LOA) originés par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France v2025-1 »). Lors de cette opération Mobilize Financial Services France a émis 700 M€ d'obligations senior, 39,3 M€ d'obligations mezzanine.

Mobilize Financial Services France a par ailleurs étendu d'une année supplémentaire la période de rechargement de sa titrisation privée adossée à la composante valeur résiduelle de créances de location avec option d'achat (LOA) originées par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER »). Mobilize Financial Services France a également augmenté la taille de cette opération à 700 M€ d'obligations senior et 626 M€ d'obligations mezzanine.

Mobilize Financial Services France a liquidé la titrisation publique adossée à la composante loyer de créances de location avec option d'achat (LOA) originés par Mobilize Financial Services France (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France v2020-1 »).

Situation nette :

Pour ses activités de leasing, Mobilize Financial Services France enregistre des produits sur la base de la valeur économique des véhicules, hors valeur de revente et des charges linéaires sur la base de la valeur totale des véhicules. L'activité leasing de Mobilize Financial Services France est en forte croissance depuis deux ans, ce qui génère des pertes sociales importantes. Les capitaux propres étant devenus inférieurs à la moitié du capital social à la clôture de l'exercice 2025, conformément à l'article L. 225-248, alinéa 1 du Code de commerce, le Conseil d'Administration décide de convoquer l'Assemblée Générale afin qu'elle statue sur la poursuite de l'activité.

Correction sur entretien :

Dans le cadre des travaux sur l'entretien liés au projet Phoenix, des écarts de données entre systèmes ont été identifiés, des paramétrages de barèmes ont été corrigés. Diac enregistre une charge exceptionnelle de 24 553 K€.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de Mobilize Financial Services France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux dispositions de la réglementation applicable aux établissements de crédit en France.

Mobilize Financial Services France applique le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié du Règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. A compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2025, la société intègre le nouveau règlement ANC n° 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers applicables aux établissements financiers.

L'application de ces nouveaux règlements n'a pas d'incidence significative sur les comptes de la société.

En outre, conformément à ce règlement, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits évalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle) ou avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes au cours de l'année.

B) Crédits à la clientèle et au réseau non titrisés

Les crédits à la clientèle et au réseau figurent au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient si un des deux critères, quantitatif ou qualitatif, est rempli.
 - o Critère quantitatif : un seuil absolu de créances impayées, de 100 euros pour les encours grand public, de 500 euros pour les encours entreprises, et un seuil relatif des impayés de 1 % sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs pour une contrepartie.
 - o Critère qualitatif : des signes d'une probable absence de paiement apparaissent pour les contreparties dont la gestion est assurée par les services contentieux suite à déchéance du terme, surendettement, ouverture d'une procédure judiciaire, fraude....
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

A compter de la date à laquelle la contrepartie ne remplit plus aucun critère douteux et n'a plus d'impayé, une période probatoire de 3 mois est appliquée avant de revenir en non douteux.

Les encours identifiés comme restructurés au sens de l'article 2221-5 du règlement 2014-07 de l'ANC correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis et l'intérêt cesse d'être comptabilisé.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, les encours restructurés sont présentés non pas dans une subdivision des encours sains faisant apparaître une décote, mais parmi les encours douteux couverts par une provision.

Une approche de dépréciation sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement, contrat par contrat. Les créances « Clientèle » sont dépréciées selon leur groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation individuelle sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

En complément, une provision complémentaire d'expertise sur base statistique est également constatée.

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 4 types de créances : saine, incidentée, douteuse et compromise, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

L'estimation des pertes à provisionner sur les créances incidentées se base exclusivement sur des méthodes statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash, ...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe Mobilize Financial Services France.

En complément, une provision complémentaire d'expertise sur base statistique est également constatée.

C) Crédits à la clientèle et au réseau titrisés

Mobilize Financial Services France titre la grande majorité de son portefeuille d'encours de crédit à la clientèle et réseau. Ces cessions sont effectuées conformément aux dispositions de la loi du 23 décembre 1998 modifiée le 22 décembre 2010.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- Les prêts doivent être consentis à des personnes physiques (hors personnel du groupe Renault) ou à des entreprises (hors Agents Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- Les prêts sont affectés à l'acquisition d'un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- Les prêts sont rémunérés à taux fixe avec une marge minimum de 1 % et à paiement mensuel ;
- Les prêts doivent avoir fait l'objet d'au moins une facturation avant leur cession ;
- Les créances titrisées ne doivent faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;
- Une créance titrisée sur un FCT reste sur celui-ci et doit être rachetée par Mobilize Financial Services France pour être éventuellement recédée sur un autre FCT.

Les encours sont cédés le 21 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1^{er} jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de Mobilize Financial Services France en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Mobilize Financial Services France.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, les créances cédées cessent de figurer à l'actif du bilan (opérations avec la clientèle) de Mobilize Financial Services France à la date de remise du bordereau de cession.

Les véhicules d'Emission

Cars Alliance Auto Loans France Master

Cars Alliance Auto Loans France v2022-1

Cars Alliance Auto Loans France v2024-1

Cars Alliance DFP France (adossé à des créances de dealer floor plan)

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, Mobilize Financial Services France continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre, Mobilize Financial Services France perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- Aux intérêts des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- Aux intérêts de retard et indemnités sur impayés ;
- Aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (Intérêts sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds communs de titrisation assument le risque client de non-recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les reversements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 21 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Mobilize Financial Services France au cours du mois M-1 minorée des reversements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de reversement, Mobilize Financial Services France a constitué des réserves en faveur des FCT qui sont comptabilisés à l'actif de Mobilize Financial Services France en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les obligations junior émises par les FCT et retenues par Mobilize Financial Services France.

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit aux :

- obligations B non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France Master
- obligations C non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2022-1
- obligations C non notées émises par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2024-1

Rémunération des parts résiduelles

Dans le but d'appréhender le résultat du FCT, Mobilize Financial Services France a souscrit aux parts résiduelles émises par le FCT. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des FCT est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Mobilize Financial Services France lors de son encaissement.

D) Opérations de crédit-bail et assimilées non titrisées

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminuées des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du financement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés, à savoir :

- Selon le mode linéaire (véhicules particuliers et véhicules utilitaires), ou dégressif (certains véhicules industriels et biens d'équipement).
- Sur des durées variant de 4 à 7 ans selon le type de matériel.

Les loyers perçus au titre de ces opérations sont rapportés au résultat de l'exercice en fonction d'un étalement linéaire calculé sur la durée des contrats.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient si un des deux critères, quantitatif ou qualitatif, est rempli.
 - Critère quantitatif : un seuil absolu de créances impayées, de 100 euros pour les encours grand public, de 500 euros pour les encours entreprises, et un seuil relatif des impayés de 1 % sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs pour une contrepartie.
 - Critère qualitatif : des signes d'une probable absence de paiement apparaissent pour les contreparties dont la gestion est assurée par les services contentieux suite à déchéance du terme, surendettement, ouverture d'une procédure judiciaire, fraude....
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

A compter de la date à laquelle la contrepartie ne remplit plus aucun critère douteux et n'a plus d'impayé, une période probatoire de 3 mois est appliquée avant de revenir en non douteux.

Les contrats identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2005-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, elles sont immédiatement déclassées en encours douteux compromis et les loyers cessent d'être comptabilisés.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, à titre dérogatoire, les créances restructurées non compromises sont présentées non pas dans une subdivision des créances saines faisant apparaître une décote, mais parmi les créances douteuses couvertes par une provision.

Une approche de dépréciation sur base individuelle est appliquée aux créances échues. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement, contrat par contrat. Ces créances sont dépréciées selon leur groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation individuelle sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

E) Opérations de crédit-bail et assimilées titrisées

Mobilize Financial Services France titrise la grande majorité de son portefeuille d'encours de location avec option d'achat. Une distinction est effectuée entre les loyers d'une part, et la valeur résiduelle associée aux contrats d'autre part.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- La location avec option achat doit être consentie à une personne physique (hors personnel du groupe Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- La location avec option d'achat concerne un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- Le loyer est fixe et à paiement mensuel ;
- La créance titrisée ne doit faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;

Les encours sont cédés le 21 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1^{er} jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de Mobilize Financial Services France en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Mobilize Financial Services France.

Les créances cédées figurent en diminution de l'actif du bilan (crédit-bail et location avec option d'achat) de Mobilize Financial Services France à la date de remise du bordereau de cession.

Les Fonds Commun de Titrisation émetteurs

Cars Alliance Auto Leases France Master

Cars Alliance Auto Leases France v2023-1

Cars Alliance Auto Leases France v2025-1

Cars Alliance Auto Leases France RV Master

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, Mobilize Financial Services France continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre Mobilize Financial Services France perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- Aux loyers des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- Aux montants de valeur résiduelle des contrats ;
- Aux intérêts de retard et indemnités de résiliation ;
- Aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds communs de titrisation assument le risque client de non-recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT. Elle est équivalente à :

- 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les versements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 21 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Mobilize Financial Services France au cours du mois M-1 minorée des versements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de versement, Mobilize Financial Services France a constitué des réserves en faveur des FCT qui sont comptabilisées à l'actif de Mobilize Financial Services France en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les obligations junior émises par les véhicules d'émission et retenues par Mobilize Financial Services France.

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services a souscrit aux :

- obligations B non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France Master
- obligations C non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France v2023 -1
- obligations C non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France v2025 -1
- obligations B non notées émises par le compartiment Cars Alliance Auto Leases France RV Master

Rémunération des parts résiduelles

Dans le but d'appréhender le résultat des véhicules d'émission, Mobilize Financial Services France a souscrit aux parts résiduelles émises par les véhicules d'émission. Celles-ci sont comptabilisées à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des véhicules d'émission est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Mobilize Financial Services France lors de son encaissement.

F) Bonifications

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur et le réseau couvrent l'écart de taux par le biais de bonifications.

Sur le plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. Cet étalement est linéaire pour les contrats de crédit-bail. Pour les contrats de crédit, l'étalement est effectué en fonction du taux implicite des contrats. Ces calculs sont effectués contrat par contrat. Sur le plan fiscal, ces bonifications sont retraitées afin d'être soumises à l'impôt lors de l'exercice de paiement par le constructeur ou le réseau.

G) Indemnités et intérêts de retard

Du fait du caractère incertain de leur recouvrement, les indemnités de résiliation et les intérêts de retard sont intégralement provisionnés. La provision est extournée au moment de l'encaissement.

Les indemnités d'assurance sont comptabilisées dès leur exigibilité.

H) Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées figurent au bilan à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires d'achat, déduction faite des provisions éventuellement constatées. Les dividendes correspondants sont comptabilisés l'année de leur mise en distribution.

I) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| - Constructions | 15 à 40 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 10 ans |
| - Logiciels informatiques acquis | 1 à 3 ans |

J) Primes de remboursement

Les primes de remboursement des titres de créances négociables sont amorties linéairement sur leur durée de vie

K) Provisions

Les provisions constituées au passif du bilan ont notamment pour objet de couvrir le coût des restructurations, ainsi que les litiges ou les risques nés antérieurement à la date de l'arrêté.

Les variations de provisions pour risques et charges sont imputées dans les postes du compte de résultat auxquels elles se rattachent par nature.

L) Engagements de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02, les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon les principes définis par la réglementation internationale (norme IAS 19 révisée).

Le coût des indemnités de départ, des compléments de retraite et des engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier dans le cas où certains droits sont acquis de manière irrévocable avant cette date.

Concernant la répartition des droits à prestations et conformément à la mise à jour publiée en novembre 2021 de la recommandation de l'ANC 2013-02, les engagements de retraite ont fait l'objet sur l'exercice 2021 d'une reprise de provision comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. Cette reprise correspond à la reconnaissance des droits à prestations de la partie plafonnée des primes de retraite des salariés, reconnue sur les années de présence nécessaire au salarié pour obtenir cette prime lors de son départ à la retraite.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme.

M) Contrats d'échange de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une gestion du risque global de taux d'intérêt.

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC, les charges et les produits sont inscrits au compte de résultat prorata temporis et les gains ou pertes latents ne sont pas comptabilisés.

Les produits et charges sont compensés swap par swap pour leur présentation au bilan et au compte de résultat.

Au bilan, le produit net à recevoir sur un contrat de swap bénéficiaire figure dans le poste Compte de régularisation actif. De même, la charge nette à payer sur un swap déficitaire est classée dans le poste Compte de régularisation passif.

Au compte de résultat, les produits nets sur contrats bénéficiaires sont classés parmi les Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ou sur opérations avec la clientèle, selon la qualité de la contrepartie. De manière symétrique, les charges nettes sur contrats déficitaires figurent dans les Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ou opérations avec la clientèle, en fonction de la nature de la contrepartie.

N) Risque de contrepartie sur produits dérivés

Les règles de contrôle interne applicables au risque de contrepartie sur produits dérivés sont définies sur le périmètre consolidé du Groupe Mobilize Financial Services, dans lequel Mobilize Financial Services France est incluse.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne calculée sur la base du niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier du Groupe Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

Le suivi des engagements doit, pour rendre compte de l'exposition réelle au risque, s'effectuer de manière consolidée. Il n'est donc pas fait de calcul individualisé d'exposition au risque de contrepartie pour la société.

O) Informations géographiques et sectorielles

La société Mobilize Financial Services France réalise ses opérations exclusivement sur le territoire français.

La société a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Groupe Renault et ses marques Nissan et Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

P) Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Q) Consolidation

Le groupe DIAC SA établit ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2025 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

DIAC S.A est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe RCI Banque S.A, 15, Rue d'Uzès – 75002 PARIS, FR95 306 523 358, eux-mêmes consolidés dans les comptes du Groupe Renault.

Diac, identifiée par le numéro 702 002 221, est inscrite au R.C.S Bobigny. Ses états financiers sont disponibles sur son site internet : <https://www.mobilize-fs.com/fr/finance/rapports-et-communiqués/rapports-financiers>

Les états financiers du Groupe Renault sont disponibles : <https://www.renaultgroup.com/finance/publications/>

4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'évolution récente de la situation géopolitique au Moyen-Orient a contribué à renforcer les incertitudes pesant sur l'environnement économique global. A ce stade, ces événements postérieurs à la clôture n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de la société, en raison de l'absence d'expositions dans cette zone géographique. Le portefeuille d'actifs a par ailleurs fait l'objet d'un suivi régulier dans ce contexte et ne présente pas de sensibilité particulière à ces évolutions.

L'immeuble hébergeant les équipes DIAC à Noisy-le-Grand a été cédé en janvier 2026.

5. RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par Mobilize Financial Services.

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services repose sur les éléments suivants :

- **Liquidité statique** : Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

• **Réserve de liquidité** : La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

• **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

Risque au titre de l'activité de crédit

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par Mobilize Financial Services France est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond. En outre, le groupe Mobilize Financial Services France conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de profitabilité

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe Mobilize Financial Services France.

6. REFINANCEMENT

Mobilize Financial Services France se finance auprès du groupe Mobilize Financial Services. Ses besoins de liquidité sont suivis et assurés par le groupe.

7. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Créances à vue sur établissements de crédit | 301 322 | 252 469 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 301 295 | 252 468 |
| Créances rattachées | 27 | 1 |
| Créances à terme sur établissements de crédit | 4 403 466 | 4 338 986 |
| Comptes et prêts à terme | 4 400 202 | 4 335 053 |
| Créances rattachées | 3 264 | 3 933 |
| Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*) | 4 704 788 | 4 591 455 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>4 404 566</i> | <i>4 338 986</i> |

Ces créances ne comportent pas de part subordonnée.

| Ventilation par durées résiduelles | 12/2025 | 12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Inférieur à 3 mois | 1 003 886 | 1 031 802 |
| De 3 à 12 mois | 218 200 | 423 233 |
| De 1 à 5 ans | 3 482 702 | 3 136 420 |
| Supérieur à 5 ans | | |
| Total des prêts et créances sur les établissements de crédit | 4 704 788 | 4 591 455 |

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de la France.

Les comptes ordinaires débiteurs comprennent principalement les créances sur le réseau suite au rachat des véhicules en fin de contrat de crédit-bail ou assimilé.

Les prêts à la clientèle financière comprennent les versements effectués par Mobilize Financial Services France aux FCT.

Note 2 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Crédits non douteux à la clientèle | 4 518 873 | 4 568 879 |
| Encours de crédit affecté non titrisé | 600 711 | 681 171 |
| Encours Carte et prêts personnels revolving | 34 475 | 35 366 |
| Encours sur financement stock réseaux | 3 594 591 | 3 609 596 |
| Encours sur financement d'exploitation | 292 980 | 247 005 |
| Créances rattachées sur contrats non douteux | 3 394 | 3 884 |
| Provisions sur créances impayées | (7 278) | (8 143) |
| Crédits douteux à la clientèle | 97 863 | 110 100 |
| Créances rattachées sur contrats douteux | 271 | 316 |
| Créances sur contrats douteux | 104 473 | 113 792 |
| Provisions sur contrats douteux | (28 089) | (23 246) |
| Créances rattachées sur contrats douteux compromis | 79 | 81 |
| Créances sur contrats douteux compromis | 93 818 | 84 444 |
| Provisions sur contrats douteux compromis | (72 689) | (65 287) |
| Concours divers | 628 934 | 460 943 |
| Prêts au personnel | 140 | 155 |
| Créances commerciales | 281 779 | 148 236 |
| Prêts à la clientèle financière | 345 144 | 299 055 |
| Autres concours à la clientèle | 135 | 11 150 |
| Valeurs non imputées | 1 637 | 2 258 |
| Créances rattachées sur concours divers | 99 | 89 |
| Comptes ordinaires | 133 927 | 99 372 |
| Comptes ordinaires sains | 130 982 | 96 941 |
| Comptes ordinaires douteux | 2 540 | 2 014 |
| Comptes ordinaires douteux compromis | 405 | 417 |
| Etalements | (2 465) | (929) |
| Etalement des bonifications | (17 428) | (17 826) |
| Etalement des frais de dossier reçus | (43) | (177) |
| Etalement des commissions versées | 11 294 | 12 630 |
| Etalement des autres charges versées | 3 712 | 4 444 |
| Total net des créances sur la clientèle (*) | 5 377 132 | 5 238 365 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>283 896</i> | <i>322 171</i> |

| Ventilation par durées résiduelles | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Inférieur à 3 mois | 2 744 070 | 2 910 268 |
| De 3 à 12 mois | 2 121 010 | 1 804 698 |
| De 1 à 5 ans | 442 784 | 480 446 |
| Supérieur à 5 ans | 69 268 | 42 953 |
| Total net des créances sur la clientèle | 5 377 132 | 5 238 365 |

| Ventilation par secteurs d'activité | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Financement clientèle | 965 171 | 904 792 |
| Valeur brute des encours | 1 057 479 | 990 079 |
| Dépréciation des encours | (92 308) | (85 287) |
| Financement réseaux | 4 204 813 | 4 146 026 |
| Valeur brute des encours | 4 220 561 | 4 157 415 |
| Dépréciation des encours | (15 748) | (11 389) |
| Autres créances sur la clientèle | 207 148 | 187 547 |
| Valeur brute des encours | 207 148 | 187 547 |
| Dépréciation des encours | | |
| Total net des créances sur la clientèle | 5 377 132 | 5 238 365 |

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Titres de placement | 913 385 | 703 310 |
| Titres à revenu fixe | 912 820 | 702 900 |
| Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe | 565 | 410 |
| Total des obligations et autres titres à revenu fixe | 913 385 | 703 310 |

Dans le cadre de ses titrisations, la société Mobilize Financial Services France a souscrit :

- les titres Class B non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France Master,
- les titres Class C non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2022-1,
- les titres Class C non notés émis par le FCT Cars Alliance Auto Loans France v2024-1,
- les titres Class B non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France FCT Master,
- les titres Class C non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France v2023 – 1,
- les titres Class C non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France v2025 – 1,
- les titres Class B non notés émis par le Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

| Entités cédantes | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA |
|--|---|--|--|---|
| Date de début | mai-12 | octobre-20 | juillet-13 | septembre-25 |
| Véhicule d'émission | Cars Alliance Auto Loans France FCT M aster | Cars Alliance Auto Leases France FCT M aster | FCT Cars Alliance DFP France | Cars Alliance Auto Leases France FCT V 2025-1 |
| Nature des créances cédées | Crédits automobiles à la clientèle | LOA automobiles (loyer) | Créances concessionnaires indépendants | LOA automobiles (loyer) |
| Montant des créances cédées à l'origine | 715 ME | 533 ME | 1020 ME | 787 ME |
| Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-25 | Class A Notation AAA 213 500 | Class A Notation AAA 704 000 | Class A Notation AA 1 000 000 | Class A Notation AAA 700 000 |
| | Class B Non notées 28 700 | Class B Non notées 84 900 | | Class B Notation AA 39 300 |
| Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-25 | | | | Class C Non notées 47 220 |

| Entités cédantes | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA |
|--|--|---|---|---|
| Date de début | mars-21 | mai-22 | octobre-23 | octobre-24 |
| Véhicule d'émission | Cars Alliance Auto Leases France FCT Master VR | Cars Alliance Auto Loans France V2022-1 | Cars Alliance Auto Leases France FCT V 2023 | Cars Alliance Auto Loans France V2024-1 |
| Nature des créances cédées | LOA automobiles (valeurs résiduelles) | Crédits automobiles à la clientèle | Loyers automobiles à la clientèle | Crédits automobiles à la clientèle |
| Montant des créances cédées à l'origine | 792 ME | 759 ME | 769 ME | 814 ME |
| Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-25 | Class A Non notées 700 000 | Class A Notation AAA 95 004 | Class A Notation AAA 265 483 | Class A Notation AAA 631 697 |
| | Class B Non notées 626 000 | Class B Notation AAA 52 300 | Class B Notation AA 36 900 | Class B Notation AA 65 100 |
| Montant (en Keur) des titres souscrits | | Class C Non notées 44 800 | Class C Non notées 32 340 | Class C Non notées 48 860 |

Note 4 : Actions et autres titres à revenu variable (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|----------|----------|
| Titres à revenu variable | 2 | 2 |
| Total des actions et autres titres à revenu variable | 2 | 2 |

Note 5 : Parts dans les entreprises liées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Parts dans les entreprises liées non cotées | 81 347 | 81 387 |
| Total des parts dans les entreprises liées | 81 347 | 81 387 |

Les parts dans les entreprises liées sont les titres dans la société Diac Location détenue à 100 %. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces parts.

Note 6 : Crédit-bail et location avec option d'achat (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Immobilisations brutes | 14 250 900 | 12 283 216 |
| Amortissements | (5 483 789) | (4 683 641) |
| Loyers échus | 27 452 | 21 384 |
| Provisions sur créances impayées | (53) | (39) |
| Créances rattachées | 99 805 | 100 082 |
| Encours Crédit Bail et location avec option d'achat titrisés | (3 485 415) | (2 882 389) |
| Loyers douteux | 15 568 | 18 348 |
| Provisions sur loyers douteux | (8 291) | (7 019) |
| Loyers douteux compromis | 101 687 | 79 033 |
| Provisions sur loyers douteux compromis | (93 068) | (77 653) |
| Etalement des bonifications | (253 844) | (190 066) |
| Etalement des commissions versées | 106 702 | 85 875 |
| Etalement des autres charges versées | 20 276 | 9 218 |
| Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*) | 5 297 930 | 4 756 349 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>(172 791)</i> | <i>(117 355)</i> |

Le montant de la réserve latente brute des immobilisations données en location (différence de valorisation des encours financiers par rapport à celle des immobilisations nettes) s'établit à 1 544,4 Meur au 31 décembre 2024 et à 2 174,4 Meur au 31 décembre 2025.

Note 7 : Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|-----------------|-----------------|
| Valeur brute des immobilisations incorporelles | 29 174 | 26 866 |
| Concessions, brevet et droits similaires | 27 933 | 25 625 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 241 | 1 241 |
| Amortissements des immobilisations incorporelles | (25 810) | (24 966) |
| Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires | (25 242) | (24 411) |
| Amortissements sur autres immobilisations incorporelles | (568) | (555) |
| Total des immobilisations incorporelles | 3 364 | 1 900 |

Note 8 : Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|-----------------|-----------------|
| Valeur brute des immobilisations corporelles | 91 361 | 88 207 |
| Terrains | 2 091 | 2 091 |
| Constructions | 17 607 | 17 607 |
| Installations générales, AA des constructions | 11 066 | 10 523 |
| Installations générales, AA divers | 16 949 | 16 846 |
| Matériel et mobilier de bureau | 4 833 | 4 825 |
| Matériel et mobilier informatique | 38 815 | 36 315 |
| Amortissements des immobilisations corporelles | (79 380) | (76 140) |
| Amortissements sur constructions | (16 895) | (16 779) |
| Amortissements sur installations générales, AA des constructions | (9 984) | (9 870) |
| Amortissements sur installations générales, AA divers | (14 394) | (13 740) |
| Amortissements sur matériel et mobilier de bureau | (4 497) | (4 416) |
| Amortissements sur matériel et mobilier informatique | (33 610) | (31 335) |
| Total des immobilisations corporelles | 11 981 | 12 067 |

Note 9 : Autres actifs (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Etat | 256 283 | 200 991 |
| Créances sociales | 712 | 513 |
| Débiteurs divers | 108 036 | 67 349 |
| Créances rattachées sur débiteurs divers | 186 238 | 230 701 |
| Total des autres actifs | 551 269 | 499 554 |

Note 10 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|---------------|---------------|
| Charges à répartir sur frais et primes d'émission des emprunts | 4 469 | 4 629 |
| Charges constatées d'avance | 4 923 | 1 228 |
| Autres produits à recevoir | 80 | 230 |
| Valeurs à l'encaissement | 39 007 | 29 949 |
| Autres comptes de régularisation actif | 858 | 736 |
| Total des comptes de régularisation | 49 337 | 36 772 |

Note 11 : Dettes envers les établissements de crédit (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dettes à vue sur établissements de crédit | 885 575 | 365 002 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 885 345 | 363 303 |
| Dettes rattachées | 230 | 1 699 |
| Créances à terme sur établissements de crédit | 14 552 573 | 14 142 063 |
| Comptes et emprunts à terme | 14 297 769 | 13 925 770 |
| Dettes rattachées | 254 804 | 216 293 |
| Total des dettes envers les établissements de crédit (*) | 15 438 148 | 14 507 065 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>15 372 789</i> | <i>14 317 686</i> |

| Ventilation par durées résiduelles | 12/2025 | 12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Inférieur à 3 mois | 4 456 394 | 4 770 491 |
| De 3 à 12 mois | 3 340 984 | 2 520 804 |
| De 1 à 5 ans | 7 640 770 | 7 215 770 |
| Supérieur à 5 ans | | |
| Total des dettes envers les établissements de crédit | 15 438 148 | 14 507 065 |

Note 12 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|----------------|---------------|
| Dettes à vue sur opérations avec la clientèle | 113 856 | 66 616 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 69 352 | 55 644 |
| Acomptes et autres sommes dues | 42 523 | 8 175 |
| Dettes vis-à-vis de la clientèle financière | | 661 |
| Dettes rattachées | 1 981 | 2 136 |
| Total des opérations avec la clientèle (*) | 113 856 | 66 616 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>222</i> | <i>99</i> |

Note 13 : Dettes représentées par un titre (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Dettes représentées par un titre | 36 872 | 29 833 |
| Titres de créances négociables | 36 872 | 29 833 |
| Total des dettes représentées par un titre | 36 872 | 29 833 |

Note 14 : Autres passifs (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Etat | 30 176 | 27 414 |
| Fourn d'immos | 54 780 | 23 116 |
| Dettes sociales | 100 716 | 103 868 |
| Créditeurs divers | 18 106 | 17 458 |
| Dettes rattachées sur créditeurs divers | 262 635 | 28 743 |
| Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et assimilées | 33 | 37 |
| Total des autres passifs | 466 446 | 200 636 |

Note 15 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts | 170 | 911 |
| Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et assimilées | 521 547 | 473 667 |
| Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle | 23 012 | 24 673 |
| Autres charges à payer | 42 393 | 41 410 |
| Autres comptes de régularisation passif | 236 | 995 |
| Total des comptes de régularisation | 587 358 | 541 656 |

Note 16 : Provisions (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2024 | Dotations | Reprises | | Autres (*) variations | 12/2025 |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | | | Utilisées | Non utilisées | | |
| Provisions sur opérations bancaires | 151 916 | 239 765 | (22 364) | | | 369 317 |
| Engagements par signature | 363 | 207 | (231) | | | 339 |
| Autres risques et charges | 151 553 | 239 558 | (22 133) | | | 368 978 |
| Provisions sur opérations non bancaires | 28 502 | 11 372 | (1 727) | (4 402) | | 33 745 |
| Engagements de retraite | 21 717 | 1 304 | (606) | | | 22 415 |
| Plans sociaux et de restructuration | 2 521 | 7 145 | | (1 490) | | 8 176 |
| Autres litiges avec le personnel | 276 | 1 069 | (1 121) | (54) | | 170 |
| Autres risques et charges | 3 988 | 1 854 | | (2 858) | | 2 984 |
| Total des provisions | 180 418 | 251 137 | (24 091) | (4 402) | | 403 062 |

(*) Autres variations = Reclassements et fusion

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Un stock de provision de restructuration de 8 176 K€ est comptabilisé à fin décembre 2025 : il concerne les plans de dispense d'activité. Il s'agit de provisions pour plan social (départ anticipé pour retraite).

Le solde de la provision spéciale, provision sur opérations bancaires pour autres risques et charges est de 368 978 K€. Elle se compose d'une dotation aux provisions d'un montant de 239 558 K€, comptabilisée en miroir du profit constaté au moment de la cession des contrats dans le cadre de l'extension du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER en 2025, et du stock de provision spéciale comptabilisée lors de l'extension de l'opération en 2023. Le montant de cette provision correspond à la valeur nette comptable des valeurs résiduelles titrisées à la date l'extension de la cession de contrats au FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER limitée au montant de la plus-value dégagée. La provision est reprise en fonction de l'amortissement des encours de référence et du débouclage de contrats, que le client exerce ou non son option d'achat.

Note 16.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | Valeur actuarielle des engagements | Valeur actuarielle des fonds investis | Engagements nets des fonds investis | Ecart actuariels | Provision au bilan |
|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|------------------|--------------------|
| Solde au 31 décembre 2023 | 26 393 | 0 | 26 393 | (5 100) | 21 293 |
| Charge nette de l'exercice 2024 | 2 634 | | 2 634 | | 2 634 |
| Prestations et contributions payées | (2 363) | | (2 363) | | (2 363) |
| Ecart actuariels | 9 821 | | 9 821 | (9 821) | |
| Amortissement de l'écart actuariel | | | | 153 | 153 |
| Solde au 31 décembre 2024 | 36 485 | 0 | 36 485 | (14 768) | 21 717 |
| Variation de l'exercice 2025 | 3 550 | | 3 550 | | 3 550 |
| Prestations et contributions payées | (3 539) | | (3 539) | | (3 539) |
| Ecart actuariels | (2 313) | | (2 313) | 2 313 | |
| Amortissement de l'écart actuariel | | | | 687 | 687 |
| Solde au 31 décembre 2025 | 34 183 | 0 | 34 183 | (11 768) | 22 415 |

| Principales hypothèses actuarielles retenues | 12/2025 | 12/2024 |
|--|---------|---------|
| Age de départ à la retraite | 67 ans | 67 ans |
| Evolution des salaires | 3,00 % | 3,00 % |
| Taux d'actualisation financière | 3,95 % | 3,40 % |
| Taux de départ des salariés de l'entreprise | 2,53 % | 2,68 % |

Note 16.2 : Provisions sur opérations bancaires (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2024 | Dotations | Reprises | Autres (*) variations | 12/2025 |
|--|----------------|----------------|-----------------|-----------------------|----------------|
| Dépréciation | 181 387 | 41 942 | (13 861) | | 209 468 |
| Opérations avec la clientèle | 181 387 | 41 942 | (13 861) | | 209 468 |
| Provisions sur opérations bancaires | 151 916 | 239 765 | (22 364) | | 369 317 |
| Engagements par signature | 363 | 207 | (231) | | 339 |
| Autres risques et charges | 151 553 | 239 558 | (22 133) | | 368 978 |
| Total | 333 303 | 281 707 | (36 225) | | 578 785 |

(*) Autres variations = Reclassements et fusion

Les dépréciations d'opérations avec la clientèle afférentes à des encours douteux sont de 35 367 K€, les provisions afférentes à des encours compromis sont de 165 757 K€.

Note 17 : Dettes subordonnées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Titres participatifs | 9 188 | 9 188 |
| Dettes rattachées sur titres participatifs | 127 | 127 |
| Emprunts subordonnés | 266 000 | 171 000 |
| Dettes rattachées sur emprunts subordonnés | 10 021 | 4 264 |
| Total des dettes subordonnées (*) | 285 336 | 184 579 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>276 021</i> | <i>175 264</i> |

| Ventilation par durées résiduelles | 12/2025 | 12/2024 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| Inférieur à 3 mois | 10 021 | 4 264 |
| De 3 à 12 mois | 127 | 127 |
| De 1 à 5 ans | | |
| Supérieur à 5 ans | 275 188 | 180 188 |
| Total des dettes subordonnées | 285 336 | 184 579 |

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 18 : Capitaux propres (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2024 | Affectation Résultat 2024 | Variation 2025 | 12/2025 |
|-----------------------------------|----------------|---------------------------|------------------|------------------|
| Capital souscrit | 415 101 | | | 415 101 |
| Réserve légale | 41 510 | | | 41 510 |
| Report à nouveau | (34 157) | (212 096) | | (246 253) |
| Résultat de l'exercice | (212 096) | 212 096 | (550 900) | (550 900) |
| Total des capitaux propres | 210 358 | | (550 900) | (340 542) |

Le capital est constitué de 96 535 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 4,30 euros conférant à leurs propriétaires les mêmes droits.

Note 19 : Engagements donnés (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Engagements de financement | 813 804 | 774 658 |
| Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle | 810 080 | 770 312 |
| Autres engagements en faveur des établissements de la clientèle | 3 724 | 4 346 |
| Autres engagements donnés | 305 778 | 439 449 |
| Valeurs affectées en garantie | 305 778 | 439 449 |
| Total des engagements donnés | 1 119 582 | 1 214 107 |

| Ventilation par durées résiduelles | 12/2025 | 12/2024 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| Inférieur à 3 mois | 1 116 039 | 1 210 564 |
| De 3 à 12 mois | | |
| De 1 à 5 ans | | |
| Supérieur à 5 ans | 3 543 | 3 543 |
| Total des engagements donnés | 1 119 582 | 1 214 107 |

Note 20 : Engagements reçus (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|-------------------|
| Engagements de financement | 37 000 | 3 500 000 |
| Autres engagement reçus des établissements de crédit | 37 000 | 3 500 000 |
| Engagements de garantie | 8 807 123 | 7 862 401 |
| Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit | 12 599 | 12 555 |
| Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle | 641 628 | 637 233 |
| Gages et autres sûretés réelles reçus de la clientèle | | 800 |
| Engagement de reprise des véhicules loués | 8 152 896 | 7 211 813 |
| Total des engagements reçus (*) | 8 844 123 | 11 362 401 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>2 759 495</i> | <i>5 833 015</i> |

| Ventilation par durées résiduelles | 12/2025 | 12/2024 |
|------------------------------------|------------------|-------------------|
| Inférieur à 3 mois | 1 621 913 | 4 970 873 |
| De 3 à 12 mois | 2 563 591 | 1 835 190 |
| De 1 à 5 ans | 4 653 156 | 4 544 429 |
| Supérieur à 5 ans | 5 463 | 11 909 |
| Total des engagements reçus | 8 844 123 | 11 362 401 |

Note 21 : Instruments financiers à terme et change au comptant (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | Moins 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | VNC 12/25 | Juste valeur 12/25 |
|-------------------------------------|------------|--------------|---------------|-----------|--------------------|
| Couverture du risque de taux | | | | | |
| Swap de taux | | | | | |
| Achats (Emprunts) de swaps de taux | 1 885 784 | | | 1 885 784 | |
| Ventes (Prêts) de swaps de taux | 1 885 784 | | | 1 885 784 | |

| Ventilation par nature | Moins 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | VNC 12/24 | Juste valeur 12/24 |
|-------------------------------------|------------|--------------|---------------|-----------|--------------------|
| Couverture du risque de taux | | | | | |
| Swap de taux | | | | | |
| Achats (Emprunts) de swaps de taux | 1 870 956 | | | 1 870 956 | |
| Ventes (Prêts) de swaps de taux | 1 870 956 | | | 1 870 956 | |

Les opérations sur instruments financiers de taux d'intérêts sont réalisées dans le cadre de la couverture globale du risque de taux d'intérêt. Les interventions sur les marchés d'instruments financiers à terme, principalement effectuées sur des marchés de gré à gré, ont essentiellement pour but de minimiser l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Note 22 : Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit | 123 630 | 161 174 |
| Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle | 213 532 | 260 489 |
| Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe | 16 189 | 17 783 |
| Intérêts et produits sur autres opérations | 741 | 3 655 |
| Total des intérêts et produits assimilés | 354 092 | 443 101 |

Note 23 : Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit | (625 026) | (601 946) |
| Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle | (5 687) | (31 922) |
| Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe | (3 445) | (6 149) |
| Intérêts et charges sur dettes subordonnées | (13 631) | (4 865) |
| Total des intérêts et charges assimilées | (647 789) | (644 882) |

Note 24 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées | 3 575 781 | 2 944 089 |
| Loyers | 2 363 324 | 2 106 885 |
| Intérêts de retard | 1 961 | 1 689 |
| Plus-values sur cession immobilisations | 1 213 473 | 840 924 |
| Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts) | (2 334) | (2 078) |
| Reprises de provisions | 1 169 | 99 |
| Dotations aux provisions | (1 812) | (3 430) |
| Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées | (3 626 592) | (2 832 686) |
| Dotation aux amortissements | (3 291 509) | (2 780 173) |
| Reprises d'amortissements | 236 | 268 |
| Etalement des commissions et autres charges versées | (24 699) | (748) |
| Moins-values sur cession immobilisations | (298 425) | (41 063) |
| Autres charges | (12 195) | (10 970) |
| Total sur opérations de crédit bail et assimilées | (50 811) | 111 403 |

Mobilize Financial Services France cède ses créances au profit du FCT CARS Alliance Auto Leases France RV MASTER pour la valeur de son capital restant dû, c'est-à-dire la valeur financière du contrat comprenant son amortissement financier calculé selon l'échéancier client, sur la durée du contrat, sur une base hors valeur résiduelle. La valeur de l'actif au bilan social de Mobilize Financial Services France est calculée selon un amortissement linéaire sur la base de la valeur brute du contrat y compris valeur résiduelle.

La plus-value réalisée correspond à la différence entre l'amortissement social et l'amortissement financier calculée pour chaque contrat titrisé, pour sa partie loyer et pour sa valeur résiduelle.

Note 25 : Revenus des titres à revenu variable (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Revenus du portefeuille de placement | 215 124 | 222 184 |
| Revenus des titres détenus à long terme | 2 | 2 |
| Total des revenus des titres à revenu variable | 215 126 | 222 186 |

Les revenus du portefeuille de placement correspondent à la rémunération de la part résiduelle dans les FCT.

Note 26 : Commissions (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Commissions (Produits) | 22 517 | 24 123 |
| Commissions clientèles | 23 | 22 |
| Commissions titres | 22 487 | 24 081 |
| Commissions autres | 7 | 20 |
| Commissions (Charges) | (764) | (775) |
| Commissions autres | (764) | (775) |
| Total des commissions | 21 753 | 23 348 |

Note 27 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|-----------------|
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation | 6 956 | (22 698) |
| Opérations de change | (65) | (46) |
| Opérations de taux | 7 021 | (22 652) |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées | 14 | |
| Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilées | 14 | |
| Total des gains ou pertes sur opérations financières | 6 970 | (22 698) |

Note 28 : Autres produits d'exploitation (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Autres produits d'exploitation bancaire | 216 455 | 228 125 |
| Produits des prestations accessoires aux contrats de financement | 166 803 | 165 468 |
| Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules) | 48 909 | 37 858 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 743 | 24 799 |
| Autres produits d'exploitation | 1 762 | 2 503 |
| Produits des prestations des activités de service | 1 762 | 2 500 |
| Autres produits d'exploitation | | 3 |
| Total des autres produits d'exploitation | 218 217 | 230 628 |

Note 29 : Autres charges d'exploitation (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|-----------------|-----------------|
| Autres charges d'exploitation bancaire | (28 825) | (50 268) |
| Charges des prestations accessoires aux contrats de financement | (25 857) | (26 605) |
| Opérations faites en commun | (934) | (728) |
| Autres charges d'exploitation bancaire | (2 034) | (22 935) |
| Autres charges d'exploitation | | (78) |
| Autres charges d'exploitation | | (78) |
| Total des autres charges d'exploitation | (28 825) | (50 346) |

Note 30 : Charges générales d'exploitation (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Frais de personnel | (81 650) | (71 654) |
| Salaires et traitements | (116 077) | (120 536) |
| Charges sociales sur retraites | (13 728) | (12 987) |
| Autres charges sociales | (46 215) | (48 797) |
| Participation des salariés | (791) | (3 092) |
| Intéressement des salariés | (15 463) | (3 088) |
| Refacturation des frais de personnel | 116 279 | 114 161 |
| Autres frais de personnel | (5 655) | 2 685 |
| Autres frais administratifs | (328 126) | (302 569) |
| Impôts et taxes | (17 180) | (19 276) |
| Travaux, fournitures et services extérieurs | (90 976) | (92 471) |
| Commissions non étalables versées au réseau commercial | (266 340) | (239 272) |
| Variation des provisions sur autres frais administratif | 1 110 | 618 |
| Refacturation des frais administratifs | 45 260 | 47 832 |
| Total des autres charges générales d'exploitation (*) | (409 776) | (374 223) |
| <i>(*) dont honoraires de commissariat aux comptes</i> | <i>(446)</i> | <i>(263)</i> |

| Effectif moyen | 12/2025 | 12/2024 |
|-----------------------------|--------------|--------------|
| Employés | | |
| Agents de maîtrise | 638 | 680 |
| Cadres | 1 006 | 1 009 |
| Contrats à durée déterminée | 9 | 9 |
| Total | 1 653 | 1 698 |

Note 31 : Coût du risque par catégorie de clientèle (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Coût du risque sur opérations de location | (118 930) | (53 417) |
| Dotations aux provisions | (18 082) | (25 131) |
| Reprises de provisions | 2 024 | 17 017 |
| Abandons de créances | (125 976) | (62 712) |
| Récupérations sur créances amorties | 23 104 | 17 409 |
| Coût du risque sur opérations de crédit | (83 531) | (93 325) |
| Dotations aux provisions | (21 350) | (24 642) |
| Reprises de provisions | 10 410 | 23 763 |
| Abandons de créances | (73 868) | (96 818) |
| Récupérations sur créances amorties | 1 277 | 4 372 |
| Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle | 1 119 | (73) |
| Abandons de créances | (90) | (73) |
| Récupérations sur créances amorties | 1 209 | |
| Coût du risque sur autres opérations | 24 | 9 |
| Dotations aux provisions | (207) | (242) |
| Reprises de provisions | 231 | 249 |
| Abandons de créances | | 2 |
| Total du coût du risque (*) | (201 318) | (146 806) |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>1 209</i> | <i>2</i> |

Note 32 : Résultat exceptionnel (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|---------------------------------------|-----------------|----------------|
| Charges exceptionnelles | (24 553) | |
| Total du résultat exceptionnel | (24 553) | |

Dans le cadre des travaux sur l'entretien liés au projet Phoenix, des écarts de données entre systèmes ont été identifiés, des paramétrages de barèmes ont été corrigés. Diac enregistre une charge exceptionnelle de 24 553 K€.

Note 33 : Impôts sur les bénéfices

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Impôts courants | 98 | 124 |
| Total des impôt sur les bénéfices | 98 | 124 |

La charge d'impôt figurant au compte de résultat représente uniquement l'impôt exigible en France au titre de l'exercice et ne tient pas compte des éventuels actifs ou passifs latents d'impôt.

La société est intégrée fiscalement par la société Renault SA. L'impôt comptabilisé correspond à celui qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale.

Note 34 : Résultat par secteurs d'activité (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature | 12/2025 | 12/2024 |
|------------------------------|-----------|-----------|
| Financement Clientèle | | |
| Produit net bancaire | 65 145 | 247 726 |
| Résultat brut d'exploitation | (265 827) | (80 311) |
| Résultat d'exploitation | (408 146) | (159 443) |
| Résultat courant avant impôt | (408 146) | (159 443) |
| Financement Réseaux | | |
| Produit net bancaire | 23 586 | 65 012 |
| Résultat brut d'exploitation | (59 302) | 14 895 |
| Résultat d'exploitation | (118 301) | (52 779) |
| Résultat courant avant impôt | (118 301) | (52 779) |
| Autres activités | | |
| Produit net bancaire | 2 | 2 |
| Résultat brut d'exploitation | 2 | 2 |
| Résultat d'exploitation | 2 | 2 |
| Résultat courant avant impôt | 2 | 2 |
| Toutes activités | | |
| Produit net bancaire | 88 733 | 312 740 |
| Résultat brut d'exploitation | (325 127) | (65 414) |
| Résultat d'exploitation | (526 445) | (212 220) |
| Résultat courant avant impôt | (526 445) | (212 220) |

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS**Tableau des filiales et des participation (En milliers d'euros)**

| Détail des participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société (en KEUR) | Pays | Capital social | Capitaux propres (hors capital social) | % de détention | Résultats nets du dernier exercice clos |
|--|--------|----------------|--|----------------|---|
| Filiales détenues à + de 50 % | | | | | |
| Diac Location SA 14, avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy le Grand | France | 29 241 | 885 161 | 100,00 % | (10 447) |

| Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en KEUR) | Filiales | | Participations | | Autres sociétés | |
|--|------------|------------|----------------|------------|-----------------|------------|
| | Françaises | Etrangères | Françaises | Etrangères | Françaises | Etrangères |
| Valeur comptable brute des titres détenus | 81 347 | | | | | 0 |
| Valeur comptable nette des titres détenus | 81 347 | | | | | 0 |
| Prêts et avances consentis par la société | | | | | | |
| Cautions et avals donnés par la société | | | | | | |
| Dividendes encaissés par la société | | | | | | |

Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

| | |
|----------------------------------|---------------------|
| Résultat net de l'exercice 2025 | -550 899 974,35 EUR |
| Report à nouveau antérieur | -246 252 694,43 EUR |
| Solde disponible | -797 152 669,78 EUR |
| Dividendes | 0,00 EUR |
| Solde du compte report à nouveau | -797 152 669,78 EUR |

L'Assemblée générale décide de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2025.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices de DIAC S.A ont été :

- Au titre de l'exercice 2022, un dividende de 0,75 EUR par action a été distribué.
- Au titre de l'exercice 2023, aucun dividende n'a été distribué.
- Au titre de l'exercice 2024, aucun dividende n'a été distribué.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société DIAC S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et évaluation des dépréciations

| | |
|-------------------------|---|
| Risque identifié | <p>Le Groupe DIAC constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers et pour ce faire applique la norme IFRS 9 « Instruments financiers », qui repose sur le modèle des pertes de crédit attendues sur les encours sains (« bucket 1 »), ayant subi une dégradation significative depuis l’origination (« bucket 2 »), ou en défaut (« bucket 3 »).</p> <p>Nous considérons que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constitue un point clé de l’audit étant donné que les provisions induites sont une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours sains, dégradés depuis l’origination et incidentés/en défaut.</p> <p>Les modalités d’estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macro-économique marqué par des tensions commerciales et géopolitiques ainsi qu’un ralentissement de l’inflation. Ces modalités sont décrites dans la partie « B) Estimations et jugements » des règles et méthodes comptables de l’annexe aux comptes consolidés.</p> <p><i>Les dépréciations au titre du risque de crédit sont présentées dans la note 4 de l’annexe aux comptes consolidés et s’élèvent à 413 millions d’euros pour un encours brut de 21 818 millions d’euros.</i></p> |
| Notre réponse | <p>Avec l’appui de nos équipes spécialisées, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d’information ; |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations pour pertes de crédit attendues ; ▪ Apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert calculés au niveau local et au niveau Groupe et examiner la documentation sous-tendant les dépréciations complémentaires constituées ; ▪ Apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de Forward-Looking, notamment la pondération des différents scénarii retenue, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ; ▪ Examiner le processus mis en place pour s'assurer de l'exhaustivité et de la qualité des données utilisées pour la détermination des dépréciations ; ▪ Tester la qualité des interfaces applicatives informatiques qui supportent le calcul et la comptabilisation des dépréciations pour pertes de crédit attendues ; ▪ Apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ; ▪ Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ; ▪ Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables. |
|--|---|

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous sommes dans l'impossibilité de conclure sur le respect, dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, du format d'information électronique unique européen défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018. En effet, nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures nécessaires pour vérifier ce respect pour la raison suivante : à la date d'émission de notre rapport, la société n'a pas finalisé la présentation des comptes consolidés au format d'information électronique unique européen destinés à être inclus dans le rapport financier annuel.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société DIAC S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 20 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 6^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Paris La Défense et Levallois-Perret, le 5 mai 2026

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associé

Anne VEAUTE
Associée

Forvis Mazars S.A.
Natacha ANDRE
Associée

BILAN CONSOLIDE

| ACTIF - En millions d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 Retraité* |
|---|--------------|----------------|------------------------------|
| Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit | 2 | 4 873 | 4 688 |
| Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle* | 3 et 4 | 20 654 | 20 105 |
| Actifs d'impôts courants | 5 | 1 | 35 |
| Actifs d'impôts différés | 5 | 3 | 4 |
| Créances fiscales hors impôts courants | 5 | 255 | 176 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 5 | 511 | 542 |
| Opérations de location opérationnelle | 3 et 4 | 751 | 303 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 6 | 16 | 16 |
| TOTAL ACTIF* | | 27 064 | 25 869 |

* Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

| PASSIF - En millions d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 Retraité* |
|--|--------------|----------------|------------------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit | 7.1 | 17 636 | 17 273 |
| Dettes envers la clientèle | 7.2 | 153 | 107 |
| Dettes représentées par un titre | 7.3 | 4 539 | 4 417 |
| Passifs d'impôts courants | 9 | 0 | 0 |
| Passifs d'impôts différés | 9 | 469 | 442 |
| Dettes fiscales hors impôts courants | 9 | 12 | 6 |
| Comptes de régularisation et passifs divers* | 9 | 930 | 604 |
| Provisions | 10 | 62 | 54 |
| Dettes subordonnées | 12 | 387 | 243 |
| Capitaux propres* | | 2 876 | 2 723 |
| - Dont capitaux propres part du groupe* | | 2 876 | 2 723 |
| Capital souscrit et réserves liées | | 415 | 415 |
| Réserves consolidées et autres* | | 2 320 | 2 181 |
| Gains ou pertes latents | | (9) | (11) |
| Résultat de l'exercice* | | 150 | 138 |
| TOTAL PASSIF* | | 27 064 | 25 869 |

* Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| En millions d'euros | Notes | 12/2025 | 12/2024 Retraité* |
|--|--------------|----------------|------------------------------|
| Intérêts et produits assimilés | 19 | 1 274 | 1 177 |
| Intérêts et charges assimilés | 20 | (959) | (1 001) |
| Commissions (Produits)* | 21 | 294 | 334 |
| Commissions (Charges) | 21 | (133) | (172) |
| Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat | 22 | (1) | 2 |
| Produits des autres activités | 23 | 246 | 226 |
| Charges des autres activités | 23 | (242) | (181) |
| PRODUIT NET BANCAIRE* | | 479 | 385 |
| Charges générales d'exploitation | 24 | (190) | (190) |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | | (4) | (4) |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION* | | 285 | 191 |
| Coût du risque | 25 | (70) | (75) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION* | | 215 | 116 |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés | | 0 | 0 |
| RESULTAT AVANT IMPOTS* | | 215 | 116 |
| Impôts sur les bénéfices | 26 | (65) | 22 |
| RESULTAT NET* | | 150 | 138 |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle | | 0 | 0 |
| Dont part des actionnaires de la société mère | | 150 | 138 |
| Résultat net par action (1) et en euros* | | 1,56 | 1,43 |
| Résultat net dilué par action et en euros* | | 1,56 | 1,43 |

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

* Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 Retraité* |
|--|------------|----------------------|
| RESULTAT NET* | 150 | 138 |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi | 2 | (7) |
| Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net | 2 | (7) |
| Autres éléments du résultat global | 2 | (7) |
| RESULTAT GLOBAL* | 152 | 131 |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle | 0 | 0 |
| Dont part des actionnaires de la société mère | 152 | 131 |

*Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

| En millions d'euros | Capital (1) | Réserves liées au capital | Réserves consolidées | Ecart de conversion | Gains ou pertes latents ou différés | Résultat net | Total capitaux propres consolidés |
|--|-------------|---------------------------------|-------------------------|------------------------|--|---|--|
| | | | | | | (Part des actionnaires de la société mère) | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2023 | 415 | 0 | 2 085 | 0 | (4) | 157 | 2 653 |
| Retraitement des capitaux propres d'ouverture* | | | (61) | | | | (61) |
| Capitaux propres au 1^{er} janvier 2024* | 415 | 0 | 2 024 | 0 | (4) | 157 | 2 592 |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Résultat de la période avant affectation* | | | | | (7) | 138 | 138 |
| Résultat global de la période | | | | | (7) | 138 | 131 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | | | 157 | | | (157) | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2024* | 415 | 0 | 2 181 | 0 | (11) | 138 | 2 723 |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Résultat de la période avant affectation | | | | | 2 | 150 | 150 |
| Résultat global de la période | | | | | 2 | 150 | 152 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent Effet des variations de périmètre, stocks options et autres | | | 138 1 | | | (138) | 1 |
| Capitaux propres au 31 décembre 2025 | 415 | 0 | 2 320 | 0 | (9) | 150 | 2 876 |

*Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

(1) Au 31 décembre 2025, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque SA, elle-même détenue par Renault S.A.S qui est elle-même détenue par Renault S.A.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 Retraité* |
|---|----------------|----------------------|
| Résultat net* | 150 | 138 |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 4 | 4 |
| Dotations nettes aux provisions | 32 | 33 |
| Produits et charges d'impôts différés | 26 | (46) |
| Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat) | (74) | (1) |
| Capacité d'autofinancement | 138 | 128 |
| Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance) | 387 | 61 |
| Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements | 451 | 51 |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit | (213) | 1 602 |
| - Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit | (65) | 75 |
| - Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit | (148) | 1 527 |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle | (946) | (1 936) |
| - Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle | (991) | (1 961) |
| - Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle | 45 | 25 |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers | 132 | (66) |
| - Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres | 108 | (265) |
| - Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement | 24 | 199 |
| Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles | (1 027) | (400) |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A) | (426) | (211) |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | (5) | (4) |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B) | (5) | (4) |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires | 135 | 228 |
| - Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés | 135 | 228 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C) | 135 | 228 |
| Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D) | (74) | 0 |
| Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D) | (370) | 13 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture : | (64) | (77) |
| - Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit | (64) | (77) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture : | (434) | (64) |
| - Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit | 469 | 350 |
| - Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit | (903) | (414) |
| Variation de la trésorerie nette | (370) | 13 |

* Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composé d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 7.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 415 100 500 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A. est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand, France. DIAC S.A. est détenue par RCI Banque S.A. avec comme parent ultime Renault S.A.

DIAC S.A. a pour principale activité le financement des marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés annuels du groupe DIAC S.A. au 31 décembre 2025 portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€) sauf indication contraire.

APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 9 mars 2026 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2026.

Distribution de dividendes 2024

Aucun

Dividendes au titre de l'exercice 2025

Aucun

FAITS MARQUANTS

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation :

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour environ 739 M€ de titres adossés à des créances de location avec option d'achat (LOA) octroyées par DIAC.

Autres faits marquants :

* Retraitement 2024 : Les travaux d'analyse menés sur les primes des services d'entretien ont permis d'identifier des anomalies dans l'étalement des produits constatés d'avance (PCA) et l'apurement des flux mandants. Conformément à IAS 8, une correction sur les PCA (47 M€) ainsi qu'une correction sur le compte de mandant (29 M€) ont été comptabilisées, avec un impact en situation nette d'ouverture et en résultat pour l'exercice 2024.

Ci-dessous, les éléments modifiés en M€ :

| Etats de synthèse | Postes concernés | Montants 2024 publiés | Montants 2024 retraités | Retraitements |
|----------------------------------|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|
| Bilan (actif) | Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle | 20 134 | 20 105 | (29) |
| Bilan (actif) | TOTAL ACTIF | 25 898 | 25 869 | (29) |
| Bilan (passif) | Comptes de régularisation et passifs divers | 557 | 604 | 47 |
| Bilan (passif) | Capitaux propres | 2 799 | 2 723 | (76) |
| Bilan (passif) | Dont capitaux propres part du groupe | 2 799 | 2 723 | (76) |
| Bilan (passif) | Réserves consolidées et autres | 2 242 | 2 181 | (61) |
| Bilan (passif) | Résultat de l'exercice | 153 | 138 | (15) |
| Bilan (passif) | TOTAL PASSIF | 25 898 | 25 869 | (29) |
| Résultat consolidé | Commissions (Produits) | 349 | 334 | (15) |
| Résultat consolidé | PRODUIT NET BANCAIRE | 400 | 385 | (15) |
| Résultat consolidé | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | 131 | 116 | (15) |
| Résultat consolidé | RESULTAT D'EXPLOITATION | 131 | 116 | (15) |
| Résultat consolidé | RESULTAT AVANT IMPOTS | 131 | 116 | (15) |
| Résultat consolidé | RESULTAT NET | 153 | 138 | (15) |
| Résultat consolidé | Dont part du groupe | 153 | 138 | (15) |
| Résultat consolidé | Résultat net par action et en euros | 1,59 | 1,43 | 0 |
| Résultat global consolidé | Résultat net dilué par action et en euros | 1,59 | 1,43 | 0 |
| Résultat global consolidé | RESULTAT NET | 153 | 138 | (15) |
| Résultat global consolidé | RESULTAT GLOBAL | 146 | 131 | (15) |
| Résultat global consolidé | Dont part des actionnaires de la société mère | 146 | 131 | (15) |
| Tableau des flux de trésorerie | Résultat net | 153 | 138 | (15) |
| Tableau des flux de trésorerie | Capacité d'autofinancement | 143 | 128 | (15) |
| Tableau des flux de trésorerie | Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance) | 46 | 61 | 15 |
| Tableau des flux de trésorerie | Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements | 36 | 51 | 15 |

REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France de l'exercice 2025 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2025 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

A) Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025.

➤ Nouveaux textes d'application obligatoire en 2025

| Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne | | Date d'application selon l'IASB |
|---|---------------------------|---------------------------------|
| Amendement IAS 21 | Absence de convertibilité | 1 ^{er} janvier 2025 |

L'application de cet amendement n'a pas d'effet significatif sur les états financiers du groupe.

➤ Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe

| Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne | | Date d'application selon l'IASB |
|---|--|---------------------------------|
| Amendement IFRS 9/17 | Classement et évaluation des instruments financiers | 1 ^{er} janvier 2026 |
| Amendement IFRS 9/17 | Contrats d'électricité dont la production dépend de la nature (« renouvelable ») | 1 ^{er} janvier 2026 |
| Améliorations annuelles Volume 11 | Processus annuel d'amélioration des normes | 1 ^{er} janvier 2026 |

Le groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

➤ Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs, l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

| Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne | | Date d'application selon l'IASB |
|---|---|---------------------------------|
| IFRS 18 | Classement Présentation et informations à fournir dans les états financiers | 1 ^{er} janvier 2027 |
| IFRS 19 | Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public | 1 ^{er} janvier 2027 |
| Amendements d'IAS 21 | Effets des variations des cours des monnaies étrangères : conversion dans une monnaie de présentation qui est celle d'une économie hyperinflationniste. | 1 ^{er} janvier 2027 |

Le groupe étudie les impacts d'IFRS 18 et n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des autres amendements.

B) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services France doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services France revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements (note 4 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité et note 25 - Coût du risque par catégorie de clientèle).

Des impacts macroéconomiques ont été intégrés dans les hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation (IAS 36) et dans les modèles de pertes attendues sur les actifs financiers (IFRS 9).

En 2025, l'environnement macro-économique est resté marqué par une forte volatilité des marchés financiers, alimentée par des tensions commerciales et géopolitiques persistantes. La décrue progressive de l'inflation dans les principales économies avancées a permis aux banques centrales d'engager un cycle d'assouplissement monétaire, soutenant la liquidité et la consommation. Malgré ces mesures, la croissance mondiale est demeurée modérée, freinée par l'incertitude politique et le ralentissement des investissements. (Cf. note 7 - « Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre »)

La Banque reste attentive à l'évolution de l'environnement réglementaire et économique, notamment en matière de durabilité, et adapte sa stratégie en conséquence.

Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice précédent.

C) Principes de consolidation**Périmètre et méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive par le groupe directement ou indirectement.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés. La filiale Diac Location est consolidée en intégration globale.

Les actifs titrisés de DIAC S.A., pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services France conserve la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan. Le groupe considère qu'il conserve le contrôle sur les fonds communs de titrisation (FCT) créés dans le cadre de ses opérations de titrisation, en raison de la détention des parts les plus risquées, jugées déterminantes pour l'exercice du pouvoir conformément à la norme IFRS 10. Le fonds contrôlé est ainsi consolidé par intégration globale, ce qui implique une élimination des opérations réciproques ainsi que la conservation des créances cédées, des intérêts courus et des provisions afférentes qui leur sont rattachés à l'actif de la situation financière consolidée. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Conformément aux dispositions d'IFRS 9, le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le fonds commun de titrisation (FCT) chargé de leur gestion reste sous le contrôle de Mobilize Financial Services France. Dans le cadre du business model de « collecte » et conformément à la politique comptable et aux seuils du groupe, les cessions de créances par titrisation sont peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles et leur comptabilisation au coût amorti.

D) Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2022-01 du 08 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Ces catégories sont précisées dans les notes ci-après.

Résultat d'exploitation

Le résultat des cessions d'activités ou de participations opérationnelles (totales ou partielles), le résultat des cessions de participations dans des entreprises associées et coentreprises (totales ou partielles) et les autres résultats liés aux variations de périmètre sont comptabilisés en produits ou charges des autres activités.

Les coûts directs d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale sont comptabilisés en charges des autres activités. Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Secteurs opérationnels

Les informations par secteur opérationnel sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8. La segmentation opérationnelle s'aligne sur la répartition par marché, en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Les contributions par marché sont analysées par période sur les principaux ag-régats du compte de résultat et l'encours moyen productif.

Le groupe Mobilize Financial Services France a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses marchés de référence :

- Clientèle : particuliers, professionnels ou entreprises (financements pour soutenir la vente au client final faite par les réseaux/constructeurs). Pour ce marché les activités sont le crédit, la location financière, opérationnelle ainsi que les services.

- Réseau : concessionnaires, importateurs des marques Renault, Nissan et Mitsubishi (financements des stocks de véhicules neufs, d'occasion, de pièces de rechange, de véhicules de démonstration, prêts de trésorerie pour soutenir la vente de la production des constructeurs automobiles à leur réseaux de distribution). Ce marché n'est concerné que par l'activité de crédit.

- Autres : regroupe principalement les comptes acheteurs et les comptes ordinaires avec les concessionnaires indépendants ainsi qu'avec Renault Group et les marques Nissan et Mitsubishi.

Ces clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication.

E) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

| | |
|------------------------------------|-------------|
| Constructions | 15 à 30 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 4 à 8 ans |

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans. Certains logiciels peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée plus longue si le groupe juge que la durée de trois ans ne reflète pas de façon fidèle leur durée d'utilisation.

F) Pertes de valeur

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires, établi et validé par la Direction, auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini.

Valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services France assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement. La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, un ajustement prospectif du plan d'amortissement peut être constaté en cas de variation de la valeur de revente prévisionnelle. La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

G) Les contrats de location

Un contrat contient une location s'il confère au preneur le droit d'utiliser un actif spécifié pendant une période spécifiée en retour d'un paiement.

Contrats de location, côté preneur

En tant que preneur, le Groupe est engagé essentiellement dans des contrats de location immobilière.

Lorsque le groupe est preneur, à l'initiation du contrat, un actif lié au droit d'utilisation amorti sur la durée de location estimée est reconnu en contrepartie d'une dette financière évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes sur la durée de location, et désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon. Le taux d'emprunt marginal, calculé par zone monétaire, correspond au taux sans risque en vigueur dans la zone, augmenté de la prime de risque du Groupe applicable pour la devise locale. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Les loyers liés aux contrats de location de courte durée (de 12 mois ou moins) et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Contrats de « location opérationnelle », côté bailleur

Lorsqu'il est bailleur, le groupe Mobilize Financial Services France opère une distinction entre les contrats de « location financement » (traités plus bas avec les actifs financiers) et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services France à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services France sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transférée à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services France tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le Groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle. La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services France des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

H) Evaluation et présentation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Le groupe Mobilize Financial Services France qualifie ses contrats de location en « location financière » dès lors qu'il y a transfert des risques et avantages liés à la propriété. Ces contrats sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes. Les créances de financement des ventes, de financement du réseau et les prêts liés à des placements de trésorerie sont classés comme « prêts et créances émis par l'entreprise » selon IFRS 9. Les prêts journaliers auprès de la Banque Centrale sont inscrits dans « Caisse et Banques Centrales ».

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce calcul inclut, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étallement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Les commissions liées à un contrat de financement sont intégrées comme coûts marginaux selon IFRS 9. Les commissions indépendantes (« stand-alone ») sont comptabilisées selon IFRS 15 et reconnues au résultat lorsque l'obligation de performance est remplie (à un instant précis ou à l'avancement).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

I) Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme IFRS 9 se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès leur date d'origination (à l'exception de ceux dépréciés dès l'origine ou acquis en présence d'un événement de défaut). Chaque prêt ou créance, en date d'arrêt, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa

comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif dans un horizon de 12 mois ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment-grade, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif sur l'intégralité de sa durée de vie,
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie

La date d'origination des actifs est la date à laquelle le groupe est irrévocablement engagé vis-à-vis de sa contrepartie, via la signature d'un engagement ou via la constatation de la créance.

Affectation entre les trois catégories de risque

Pour répartir les actifs entre les trois catégories, différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services France.

Pour les contreparties bancaires, une notation groupe est établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie.

Pour les clients Réseau et Clientèle, les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises (France uniquement), Réseau. Les variables de score sont spécifiques à chaque pays et à chaque segment et incluent des critères qualitatifs ; forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule : véhicule neuf/véhicule occasion, pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession, et quantitatifs ; durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

La dégradation significative du risque de crédit (le passage de Bucket 1 en Bucket 2) est analysée au niveau de la transaction, c'est-à-dire par contrat de financement pour l'activité « Financement clientèle particuliers et entreprises » ou par ligne de financement pour l'activité « Financement Réseau ». Pour les portefeuilles en notation IRB-A, un déclassement du Bucket 1 vers le Bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination. Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du Bucket 1 en Bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats.

Par la suite, le retour en Bucket 1 pour les portefeuilles Clientèle et Réseau, notés en IRB-A, se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré, lorsque le statut risque du tiers s'est amélioré pour les portefeuilles Réseau en approche standard. Pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en Bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé.

Enfin, le retour en Bucket 2 des instruments classés en Bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut. Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en Bucket 3. En cas de retour en Bucket 1, les nouvelles expositions suivent ce statut.

Cas spécifique des encours restructurés

Le groupe Mobilize Financial Services France applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements. Elle désigne ainsi les cas de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client) ou de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières. Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

Même si les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client, l'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les encours restructurés sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, «viable forbearance measure») ou en Bucket 3 (non-performing, «distressed forbearance measure»).

Par la suite, un contrat peut sortir des encours restructurés si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements ;
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant ;
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, a minima, de la moitié de la période probatoire ;

- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat restructuré classé en performant bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours durant sa période d'observation, il doit être déclassé en défaut (annulation de sa période d'observation).

Mesure des pertes de crédit attendues

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues (ECL) correspondent à l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts), actualisée au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif. Ce montant constitue la provision affectée à une facilité ou à un portefeuille.

Les ECL sont déterminées comme le produit des éléments suivants, actualisés au TIE du contrat :

- Exposure at Default (EAD) : Montant de l'exposition attendue en cas de défaut de la contrepartie, en tenant compte des remboursements anticipés éventuels.
- Probabilité de défaut (PD) : Probabilité qu'une contrepartie du Groupe fasse défaut à l'horizon d'un an, basé sur les paramétrages bâlois.
- Loss Given Default (LGD) : Rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment de défaut. L'estimation s'appuie sur les données prudentielles en approche IRB, avec des ajustements pris en compte si nécessaire.

Pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision reste identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Ce point est particulièrement significatif pour le périmètre réseau, composé principalement de financements à court terme.

Information prospective et ajustements post-modèle - forward looking

Pour le calcul des pertes de crédit attendues (ECL), la norme IFRS 9 exige l'utilisation d'informations pertinentes, internes et externes, validées et raisonnablement disponibles. Cet estimation prospective repose sur une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, intégrant les effets des évolutions économiques futures sur le risque de crédit. Cette approche « forward looking » vise à refléter les impacts potentiels des variations macroéconomiques sur les pertes attendues.

Les projections macroéconomiques sont appliquées à l'ensemble des contrats du portefeuille, quel que soit le type de produit, qu'il s'agisse de crédits, de locations financières ou opérationnelles. Pour chaque scénario envisagé, des paramètres spécifiques, tels que la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), sont définis afin de déterminer les pertes attendues associées.

Dans le groupe, la provision forward-looking inclut une provision sectorielle pour couvrir dans le secteur Clientèle corporate les secteurs identifiés comme fragilisés et une provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques appliqués à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau.

La provision statistique est basée sur trois scénarios ; Stabilité, Baseline et Adverse qui sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance, ce qui permet de calculer une provision forward looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables du scénario Stability).

Critères de passage en défaut

Le passage en défaut d'un instrument financier au sein du groupe Mobilize Financial Services France repose sur des critères quantitatifs et qualitatifs.

Critères quantitatifs : Un instrument est en défaut lorsque les impayés non techniques du client dépassent 500 € (seuil absolu) ou 1 % de son encours total dans la situation financière (seuil relatif de la BCE) pendant plus de 90 jours consécutifs. Ce calcul doit être réalisé sur une base quotidienne pour garantir une surveillance précise.

Critères qualitatifs : le groupe s'appuie sur les indicateurs pouvant traduire une absence probable de paiement tels que ; la présence d'un ou plusieurs impayés depuis au moins trois mois, conformément aux règles de comptabilisation des retards, une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie (cas de surendettement, redressement ou liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens ou assignations devant un tribunal international) ou l'existence de contentieux ou de procédures judiciaires entre la contrepartie et l'établissement.

Ces éléments sont utilisés pour évaluer la capacité et la volonté du client à honorer ses engagements financiers.

Les créances litigieuses faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client à la suite de contestation de l'interprétation des clauses du contrat si la situation financière du client n'apparaît pas compromise, les clients à conditions de paiement négociables s'il n'y a aucun doute sur le recouvrement et les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays sont exclues des créances en défaut.

Règles de passage en pertes

Le passage en perte consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services France doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons de créances négociés avec le client notamment dans le cadre d'un plan de redressement ;
- de créances prescrites ;
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux) ;
- de créances envers un client disparu.

J) Comptabilisation et évaluation des actifs financiers hors prêts et créances à la clientèle

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. Le portefeuille de titres est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9. Les OPCVM et les FCP (parts de fonds) sont réputés non SPPI et sont donc valorisés à la juste valeur par résultat. Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable sont des instruments de capitaux propres et sont également comptabilisés en juste valeur par résultat.

Les actifs financiers répondant à la définition d'instruments de dette gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passant les tests SPPI chez le groupe Mobilize Financial Services France sont comptabilisés en juste valeur en contrepartie des Autres éléments du résultat global. Les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

Dans tous ces cas, la juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

K) Opérations entre le groupe MFS France et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services France contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

L) Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs dans la situation financière consolidée. Les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future et sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

Pour évaluer les provisions pour positions fiscales incertaines, le Groupe utilise une méthode d'évaluation individuelle basée en général sur le montant le plus probable. Ces provisions sont classées sur des lignes dédiées dans la situation financière consolidée, afin de se conformer à leurs caractéristiques qualitatives.

M) Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, la valeur actuelle de l'obligation est estimée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

N) Passifs financiers

Les passifs financiers du groupe Mobilize Financial Services France sont constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement qui sont étalés actuariellement sur la durée de l'émission.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

O) Emissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé incorporé de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services France correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

P) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services France dans le cadre de sa politique de gestion des risques de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par Mobilize Financial Services France peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services France applique les dispositions d'IFRS 9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couvertures.

Evaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

La juste valeur des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debit Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie.

Couverture de juste valeur

Le groupe Mobilize Financial Services France a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe/payeur variable ;
- Couverture du risque de taux du portefeuille de créances commerciales à taux fixe par des swaps payeurs taux fixe/receveurs taux variable

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les actifs et les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces actifs ou passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif financiers à la juste valeur par résultat et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Mobilize Financial Services France a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- Couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable / receveur fixe par un swap payeur fixe receveur variable ;

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Instruments dérivés à la juste valeur par résultat

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services France n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Q) Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services France. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans sur le marché en euro. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité RCI Banque SA prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

Appétit pour le risque : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;

Refinancement : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;

Réserve de liquidité : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;

Prix de transfert : Le refinancement des entités européennes du groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;

Scénarios de stress : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;

Plan d'urgence : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

Au sein du Groupe Mobilize Financial Services France, sont comptabilisés en encours sains (ou performants), les encours classés en bucket 1 et en bucket 2 et en encours douteux (ou non performants), les encours classés en bucket 3.

En 2025, le risque de crédit sur le portefeuille à la clientèle est resté faible et stable par rapport à l’année précédente. Ainsi, le taux de prêts non-performants fin décembre 2025 s’est établi à 2,9 % du total des encours à la clientèle marquant une baisse de 3 centimes de point par rapport à décembre 2024.

Les politiques d’acceptation sont restées inchangées et ont permis d’atteindre un niveau de coût du risque compatible à la déclaration d’appétit au risque de crédits.

Respect des ratios prudentiels bancaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive (UE) 2024/1619 concernant l’accès à l’activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d’investissement (CRD VI) et le règlement (UE) 2024/1623, le groupe Mobilize Financial Services France est soumis au respect du ratio de solvabilité et de s ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 31 décembre 2025, Le groupe Moblize Financial Services France respecte toutes ses exigences prudentielles.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires . De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d’activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l’objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l’Acte Délégué de la Com mission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d’états ou supranationaux. La duration moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Note 1 : Secteurs opérationnels

1.1 - Segmentation par marché

| En millions d’euros | Clientèle | Réseau | Autres | Total 12/2025 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|------------------|
| Encours productif moyen | 14 666 | 4 026 | | 18 692 |
| Produit net bancaire | 415 | 64 | | 479 |
| Résultat brut d’exploitation | 240 | 45 | | 285 |
| Résultat d’exploitation | 175 | 40 | | 215 |
| Résultat avant impôts | 175 | 40 | | 215 |

| En millions d’euros | Clientèle | Réseau | Autres | Total 12/2024 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|------------------|
| Encours productif moyen | 13 860 | 4 004 | | 17 864 |
| Produit net bancaire | 313 | 72 | | 385 |
| Résultat brut d’exploitation | 138 | 53 | | 191 |
| Résultat d’exploitation | 71 | 45 | | 116 |
| Résultat avant impôts | 71 | 45 | | 116 |

Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours productif moyen.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services France provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| Créances à vue sur les établissements de crédit | 469 | 350 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 469 | 350 |
| Créances à terme sur les établissements de crédit | 4 404 | 4 338 |
| Comptes et prêts à terme sains | 4 401 | 4 334 |
| Créances rattachées | 3 | 4 |
| Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*) | 4 873 | 4 688 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>4 464</i> | <i>4 339</i> |

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 403 M€ au 31 décembre 2025 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs conformément à la définition IAS 7 du cash equivalent.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Prêts et créances sur la clientèle | 20 654 | 20 105 |
| Opérations avec la clientèle | 7 838 | 7 931 |
| Opérations de location financière | 12 816 | 12 174 |
| Opérations de location opérationnelle | 751 | 303 |
| Total opérations avec la clientèle et assimilées | 21 405 | 20 408 |

Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

La valeur brute des encours restructurés, à la suite de l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 102 M€ au 31 décembre 2025 contre 130 M€ au 31 décembre 2024. Elle est dépréciée à hauteur de 45 M€ au 31 décembre 2025 contre 61 M€ au 31 décembre 2024.

3.1 - Opérations avec la clientèle

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|--------------|
| Créances sur la clientèle | 7 863 | 7 936 |
| Affacturage sain | 203 | 125 |
| Affacturage dégradé depuis l'origination | 79 | 23 |
| Autres crédits à la clientèle saines | 6 444 | 7 041 |
| Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination | 554 | 186 |
| Comptes ordinaires débiteurs sains | 364 | 350 |
| Créances en défaut | 219 | 211 |
| Créances rattachées sur clientèle | 6 | 7 |
| Autres crédits à la clientèle en non défaut | 6 | 7 |
| Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle | 106 | 113 |
| Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau | (15) | (15) |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires | 121 | 128 |
| Dépréciation des créances sur la clientèle | (137) | (125) |
| Dépréciation sur créances saines | (17) | (19) |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination | (11) | (11) |
| Dépréciation des créances en défaut | (109) | (95) |
| Total net des créances sur la clientèle | 7 838 | 7 931 |

Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi.

3.2 - Opérations de location financière

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Créances sur opérations de location financière | 13 154 | 12 465 |
| Crédit-bail et location longue durée contrats sains | 11 619 | 11 023 |
| Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination | 1 220 | 1 141 |
| Créances en défaut | 315 | 301 |
| Créances rattachées sur opérations de location financière | 1 | 1 |
| Crédit-bail et location longue durée en non défaut | 1 | 1 |
| Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière | (76) | (31) |
| Etalement des frais de dossiers et divers | 37 | 25 |
| Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau | (453) | (379) |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires | 340 | 323 |
| Dépréciation des créances sur opérations de location financière | (263) | (261) |
| Dépréciation sur créances saines | (49) | (51) |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination | (40) | (50) |
| Dépréciation des créances en défaut | (174) | (160) |
| Total net des créances sur opérations de location financière | 12 816 | 12 174 |

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

| En millions d'euros | < 1 an | De 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2025 |
|--|--------------|--------------|----------|------------------|
| Location financière - Investissement net | 6 509 | 6 569 | 1 | 13 079 |
| Location financière - Intérêts futurs à recevoir | 649 | 546 | | 1 195 |
| Location financière - Investissement brut | 7 158 | 7 115 | 1 | 14 274 |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe MFSF | 4 432 | 5 929 | | 10 361 |
| <i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i> | <i>2 054</i> | <i>2 515</i> | | <i>4 569</i> |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location | 5 104 | 4 600 | 1 | 9 705 |
| (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | | | | |

| En millions d'euros | < 1 an | De 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2024 |
|---|--------------|--------------|----------|------------------|
| Location financière - Investissement net | 5 648 | 6 784 | 3 | 12 435 |
| Location financière - Intérêts futurs à recevoir | 621 | 572 | | 1 193 |
| Location financière - Investissement brut | 6 269 | 7 356 | 3 | 13 628 |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe MFSF | 4 578 | 5 635 | | 10 213 |
| <i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i> | <i>2 113</i> | <i>2 578</i> | | <i>4 691</i> |
| Paielements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 4 156 | 4 778 | 3 | 8 937 |

3.3 - Opérations de location opérationnelle

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|-------------|------------|
| Immobilisations données en location | 747 | 298 |
| Valeur brute des immobilisations données en location | 1 226 | 727 |
| Amortissements sur immobilisations données en location | (479) | (429) |
| Créances sur opérations de location opérationnelle | 17 | 11 |
| Créances saines et dégradées depuis l'origine | 18 | 9 |
| Créances en défaut | 2 | 2 |
| Produits et charges restant à étaler | (3) | |
| Dépréciation des opérations de location opérationnelle | (13) | (6) |
| Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine | (3) | |
| Dépréciation des créances en défaut | (1) | (1) |
| Dépréciation de la valeur résiduelle | (9) | (5) |
| Total net des opérations de location opérationnelle | 751 | 303 |

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---------------------|------------|---------|
| Inférieur à 1 an | 83 | |
| De 1 an à 5 ans | 157 | |
| Supérieur à 5 ans | 2 | |
| Total | 242 | |

3.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe MFSF

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 27 588 M€ au 31 décembre 2025 contre 26 644 M€ au 31 décembre 2024. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services France (cf. note 17 Engagements donnés).

Montant des créances échues

| En millions d'euros | 12/2025 | Dont non défaut (1) | 12/2024 | Dont non défaut (1) |
|----------------------------------|------------|------------------------|------------|------------------------|
| Depuis 0 à 3 mois | 519 | 292 | 501 | 301 |
| Depuis 3 à 6 mois | 3 | | 3 | |
| Depuis 6 mois à 1 an | 5 | | 5 | |
| Depuis plus de 1 an | 8 | | 8 | |
| Total des créances échues | 535 | 292 | 517 | 301 |

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 476 M€ au 31 décembre 2025 contre 544 M€ au 31 décembre 2024.

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

| En millions d'euros | Clientèle | Réseau | Autres | Total 12/2025 |
|---|---------------|---------------|----------------|------------------|
| Valeur brute | 16 225 | 5 220 | 373 | 21 818 |
| Créances saines | 14 288 | 4 758 | 366 | 19 412 |
| <i>En % du total des créances</i> | <i>88,1 %</i> | <i>91,1 %</i> | <i>98,1 %</i> | <i>89,0 %</i> |
| Créances dégradées depuis l'origination | 1 464 | 404 | | 1 868 |
| <i>En % du total des créances</i> | <i>9,0 %</i> | <i>7,7 %</i> | | <i>8,6 %</i> |
| Créances en défaut | 473 | 58 | 7 | 538 |
| <i>En % du total des créances</i> | <i>2,9 %</i> | <i>1,1 %</i> | <i>1,9 %</i> | <i>2,5 %</i> |
| Dépréciation | (394) | (17) | (2) | (413) |
| Dépréciation créances saines | (71) | (5) | (2) | (78) |
| <i>En % du total des dépréciations</i> | <i>18,0 %</i> | <i>29,4 %</i> | <i>100,0 %</i> | <i>18,9 %</i> |
| Dépréciation créances dégradées depuis l'origination | (50) | (1) | | (51) |
| <i>En % du total des dépréciations</i> | <i>12,7 %</i> | <i>5,9 %</i> | | <i>12,3 %</i> |
| Dépréciation créances en défaut | (273) | (11) | | (284) |
| <i>En % du total des dépréciations</i> | <i>69,3 %</i> | <i>64,7 %</i> | | <i>68,8 %</i> |
| Taux de couverture | 2,4 % | 0,3 % | 0,5 % | 1,9 % |
| Créances saines | 0,5 % | 0,1 % | 0,5 % | 0,4 % |
| Créances dégradées depuis l'origination | 3,4 % | 0,2 % | | 2,7 % |
| Créances en défaut | 57,7 % | 19,0 % | | 52,8 % |
| Total des valeurs nettes (*) | 15 831 | 5 203 | 371 | 21 405 |
| <i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i> | <i>64</i> | <i>194</i> | <i>173</i> | <i>431</i> |

| En millions d'euros | Clientèle | Réseau | Autres | Total 12/2024 |
|---|---------------|---------------|---------------|------------------|
| Valeur brute | 15 299 | 5 160 | 341 | 20 800 |
| Créances saines | 13 493 | 5 095 | 336 | 18 924 |
| <i>En % du total des créances</i> | <i>88,2 %</i> | <i>98,7 %</i> | <i>98,5 %</i> | <i>91,0 %</i> |
| Créances dégradées depuis l'origination | 1 358 | 4 | | 1 362 |
| <i>En % du total des créances</i> | <i>8,9 %</i> | <i>0,1 %</i> | | <i>6,5 %</i> |
| Créances en défaut | 448 | 61 | 5 | 514 |
| <i>En % du total des créances</i> | <i>2,9 %</i> | <i>1,2 %</i> | <i>1,5 %</i> | <i>2,5 %</i> |
| Dépréciation | (376) | (13) | (3) | (392) |
| Dépréciation créances saines | (66) | (7) | (2) | (75) |
| <i>En % du total des dépréciations</i> | <i>17,6 %</i> | <i>53,8 %</i> | <i>66,7 %</i> | <i>19,1 %</i> |
| Dépréciation créances dégradées depuis l'origination | (61) | | | (61) |
| <i>En % du total des dépréciations</i> | <i>16,2 %</i> | | | <i>15,6 %</i> |
| Dépréciation créances en défaut | (249) | (6) | (1) | (256) |
| <i>En % du total des dépréciations</i> | <i>66,2 %</i> | <i>46,2 %</i> | <i>33,3 %</i> | <i>65,3 %</i> |
| Taux de couverture | 2,5 % | 0,3 % | 0,9 % | 1,9 % |
| Créances saines | 0,5 % | 0,1 % | 0,6 % | 0,4 % |
| Créances dégradées depuis l'origination | 4,5 % | | | 4,5 % |
| Créances en défaut | 55,6 % | 9,8 % | 20,0 % | 49,8 % |
| Total des valeurs nettes (*) | 14 923 | 5 147 | 338 | 20 408 |
| <i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i> | <i>46</i> | <i>264</i> | <i>193</i> | <i>503</i> |

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Sur l'activité clientèle, entre fin décembre 2024 et fin décembre 2025, le taux de provisionnement du bucket 1 est stable : 0,5 %, le taux de provisionnement du bucket 2 a diminué de 4,5 % à 3,4 % et le taux de provisionnement du bucket 3 passe de 55,6 % à 57,7 %.

La mise à jour des paramètres IFRS 9 en septembre 2025 s'est caractérisée par une dotation de provisions de 8 M€ soit une hausse très limitée du total des dépréciations.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable : 0,1 %, le taux de couverture du bucket 2 est à 0,2 % à fin décembre 2025 contre 0 % à fin décembre 2024. Le taux de couverture du bucket 3 est à 19,0 % contre 9,8 % à fin décembre 2024.

L'Aide à la vente

Au 31 décembre 2025, le groupe Mobilize Financial Services France a assuré 6 475 M€ de nouveaux financements (cartes incluses) contre 6 637 M€ d'euros au 31 décembre 2024.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Mobilize Financial Services France agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2025, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 5 203 M€ contre 5 147 M€ au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, 194 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 264 M€ au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 321 M€ d'euros contre 301 M€ au 31 décembre 2024.

Relations avec les constructeurs

Le groupe Mobilize Financial Services France règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services France est réglé par le Groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de sa politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, le constructeur participe à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services France.

Au 31 décembre 2025, cette participation s'élève à 330 M€, contre 323 M€ au 31 décembre 2024.

Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

| En millions d'euros | 12/2024 | Augmentation (1) | Transfert (2) | Remboursements | Abandons | 12/2025 |
|--|---------------|------------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| Créances saines | 18 924 | 27 620 | (413) | (26 719) | | 19 412 |
| Créances dégradées depuis l'origination | 1 362 | | 280 | 226 | | 1 868 |
| Créances en défaut | 514 | | 133 | (30) | (79) | 538 |
| Total opérations avec la clientèle (VB) | 20 800 | 27 620 | | (26 523) | (79) | 21 818 |

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

| En millions d'euros | 12/2024 | Augmentation (1) | Diminution (2) | Transfert (3) | Variations (4) | Autres (5) | 12/2025 |
|---|------------|------------------|----------------|---------------|----------------|------------|------------|
| Dépréciation sur créances saines (*) | 75 | 35 | (24) | (39) | 35 | (4) | 78 |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination | 61 | 9 | (9) | (6) | (4) | | 51 |
| Dépréciation des créances en défaut | 256 | 42 | (86) | 45 | 27 | | 284 |
| Total dépréciations des opérations avec la clientèle | 392 | 86 | (119) | | 58 | (4) | 413 |

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|------------|------------|
| Créances d'impôts et taxes fiscales | 259 | 215 |
| Actifs d'impôts courants | 1 | 35 |
| Actifs d'impôts différés | 3 | 4 |
| Créances fiscales hors impôts courants | 255 | 176 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 511 | 542 |
| Créances sociales | 1 | 1 |
| Autres débiteurs divers | 464 | 508 |
| Comptes de régularisation actif | 7 | 3 |
| Valeurs reçues à l'encaissement | 39 | 30 |
| Total des comptes de régularisation et actifs divers (*) | 770 | 757 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>286</i> | <i>337</i> |

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 26.

La société DIAC SA a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent au 31 décembre 2025, un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 3,5 M€ identique à décembre 2024.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 17).

L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 13 novembre 2025 confirme que le dépôt de garantie lié aux engagements irrévocables de paiement (EIP) ne peut être restitué sans paiement préalable de la contribution correspondante. Cette décision permet de clarifier le cadre juridique applicable, sans pour autant rendre ces engagements exigibles tant qu'aucun événement déclencheur n'est intervenu.

L'éventuel appel de cet engagement relève d'un horizon incertain et très lointain, ce qui justifie l'absence de provisionnement.

Note 6 : Immobilisations corporelles et incorporelles

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|-----------|-----------|
| Valeur nette des immobilisations incorporelles | 3 | 2 |
| Valeur brute | 29 | 27 |
| Amortissements et provisions | (26) | (25) |
| Valeur nette des immobilisations corporelles | 13 | 14 |
| Valeur brute | 96 | 93 |
| Amortissements et provisions | (83) | (79) |
| Total net des immobilisations corporelles et incorporelles | 16 | 16 |

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Dettes envers les établissements de crédit**

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Dettes à vue envers les établissements de crédit | 903 | 414 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 820 | 210 |
| Autres sommes dues | 83 | 202 |
| Dettes rattachées | | 2 |
| Dettes à terme envers les établissements de crédit | 16 733 | 16 859 |
| Comptes et emprunts à terme | 16 438 | 16 586 |
| Dettes rattachées | 295 | 273 |
| Total des dettes envers les établissements de crédit (*) | 17 636 | 17 273 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>17 553</i> | <i>17 070</i> |

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

7.2 - Dettes envers la clientèle

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|------------|------------|
| Comptes créditeurs de la clientèle | 99 | 89 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 99 | 89 |
| Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées | 54 | 18 |
| Autres sommes dues à la clientèle | 49 | 14 |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue | 5 | 4 |
| Total des dettes envers la clientèle (*) | 153 | 107 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | 5 | 5 |

7.3 - Dettes représentées par un titre

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| Titres de créances négociables (1) | 37 | 30 |
| Certificats de dépôt | 37 | 30 |
| Autres dettes représentées par un titre (2) | 4 502 | 4 387 |
| Autres dettes représentées par un titre | 4 499 | 4 383 |
| Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre | 3 | 4 |
| Total des dettes représentées par un titre (*) | 4 539 | 4 417 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | 1 756 | 2 230 |

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

7.4 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|---------------|---------------|
| Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur | 22 328 | 21 797 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 17 636 | 17 273 |
| Dettes envers la clientèle | 153 | 107 |
| Dettes représentées par un titre | 4 539 | 4 417 |
| Total des dettes financières | 22 328 | 21 797 |

7.5 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

| En millions d'euros | Variable | Fixe | 12/2025 |
|---|--------------|---------------|---------------|
| Dettes sur les établissements de crédit | 1 974 | 15 662 | 17 636 |
| Dettes envers la clientèle | 50 | 103 | 153 |
| Titres de créances négociables | | 37 | 37 |
| Autres dettes représentées par un titre | 4 285 | 217 | 4 502 |
| Total de l'endettement par taux | 6 309 | 16 019 | 22 328 |

| En millions d'euros | Variable | Fixe | 12/2024 |
|---|--------------|---------------|---------------|
| Dettes sur les établissements de crédit | 1 469 | 15 804 | 17 273 |
| Dettes envers la clientèle | 15 | 92 | 107 |
| Titres de créances négociables | | 30 | 30 |
| Autres dettes représentées par un titre | 4 220 | 167 | 4 387 |
| Total de l'endettement par taux | 5 704 | 16 093 | 21 797 |

La majorité des passifs à taux révisable ont une période de fixation maximale de 3 mois.

Note 8 : Titrisation

| TITRISATION - Opérations publiques | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|--|---|
| Pays | France | France | France | France | France | France | France |
| Entités cédantes | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA | DIAC SA |
| Collatéral concerné | Crédits automobiles à la clientèle | Créances concessionnaires indépendants | LOA automobiles (Loyer) | Crédits automobiles à la clientèle | LOA automobiles (Loyer) | Crédits automobiles à la clientèle | LOA automobiles (Loyer) |
| Véhicule d'émission | Cars Alliance Auto Loans France Master | Cars Alliance DFP France | Cars Alliance Auto Leases France Master | Cars Alliance Auto Loans France V 2022-1 | Cars Alliance Auto Leases France V 2023-1 | Cars Alliance Auto Loans France V 2024-1 | Cars Alliance Auto Leases France V 2025-1 |
| Date de début | mai 2012 | juillet 2013 | octobre 2020 | mai 2022 | octobre 2023 | octobre 2024 | septembre 2025 |
| Maturité légale des fonds | août 2039 | juillet 2033 | octobre 2038 | novembre 2032 | octobre 2038 | octobre 2034 | octobre 2040 |
| Montant des créances cédées à l'origine | 715 M€ | 1 020 M€ | 533 M€ | 759 M€ | 769 M€ | 814 M€ | 787 M€ |
| Réhaussement de crédit à la date initiale | Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 11.3 % | Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 18 % | Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 10.3 % | Cash reserve 0.7 % Surcollatéralisation en créances de 13.7 % | Cash reserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 9 % | Cash reserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 14 % | Cash reserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 11 % |
| Créances cédées au 31 décembre 2025 | 252 M€ | 1 282 M€ | 654 M€ | 192 M€ | 281 M€ | 750 M€ | 650 M€ |
| Titres émis au 31 décembre 2025 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe MFSF) | Class A Notation : AAA 214 M€ | Class A Notation : AA 1 000 M€ | Class A Notation : AAA 704 M€ | Class A Notation : AAA 95 M€ | Class A Notation : AAA 265 M€ | Class A Notation : AAA 632 M€ | Class A Notation : AAA 700 M€ |
| | 0 M€ | | 0 M€ | Class B Notation : AAA 52 M€ | Classe B Notation : AA 37 M€ | Class B Notation : AA 65 M€ | Class B Notation : AA 39 M€ |
| | Classe B Non noté 29 M€ | | Class B Non noté 85 M€ | Class C Non noté 45 M€ | Class C Non noté 32 M€ | Class C Non noté 49 M€ | Class C Non noté 47 M€ |
| Période | Revolving | Revolving | Revolving | Amortissement | Amortissement | Amortissement | Revolving |
| Nature de l'opération | Auto-souscrite | Auto-souscrite | Auto-souscrite | Marché | Marché | Marché | Marché |

En 2025 le groupe Mobilize Financial Services France a procédé à une opération de titrisation publique en France par l’intermédiaire de véhicules ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2025, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 700 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 1 848 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l'article 405 du règlement européenne n° 575/2013.

Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 5 350 M€ au 31 décembre 2025 (5 186 M€ au 31 décembre 2024), soit :

- Pour les titrisations placées sur le marché : 1 874 M€ ;
- Pour les titrisations auto-souscrites : 2 188 M€ ;
- Pour les titrisations privées : 1 288 M€.

La juste valeur de ces créances est de 5333 M€ au 31 décembre 2025.

Un passif de 4 576 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 4 540 M€ au 31 décembre 2025.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services France, constituant une réserve de liquidité.

Note 9 : Comptes de régularisation et passifs divers*

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|--------------|
| Dettes d'impôts et taxes fiscales | 481 | 448 |
| Passifs d'impôts différés | 469 | 442 |
| Dettes fiscales hors impôts courants | 12 | 6 |
| Comptes de régularisation et passifs divers** | 930 | 604 |
| Dettes sociales | 46 | 46 |
| Autres créditeurs divers | 168 | 227 |
| Comptes de régularisation passif | 187 | 180 |
| Dettes rattachées sur autres créditeurs divers | 399 | 150 |
| Comptes d'encaissement | 130 | 1 |
| Total des comptes de régularisation et passifs divers (*) | 1 411 | 1 052 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | <i>261</i> | <i>160</i> |

** Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 26.

Le poste autres créditeurs divers, intègrent les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 10 : Provisions

| En millions d'euros | 12/2024 | Dotations | Reprises | | Autres (*) variations | 12/2025 |
|---|-----------|-----------|------------|---------------|-----------------------|-----------|
| | | | Utilisées | Non Utilisées | | |
| Provisions sur opérations bancaires | 11 | 20 | | (15) | | 16 |
| Provisions sur engagement par signature | 4 | 11 | | (13) | | 2 |
| Autres provisions | 7 | 9 | | (2) | | 14 |
| Provisions sur opérations non bancaires | 43 | 12 | (7) | | (2) | 46 |
| Provisions pour engagements de retraite et ass. | 36 | 1 | (1) | | (2) | 34 |
| Provisions pour restructurations | 4 | 8 | (2) | | | 10 |
| Provisions pour risques fiscaux et litiges | | 1 | (1) | | | |
| Autres provisions | 3 | 2 | (3) | | | 2 |
| Total des provisions | 54 | 32 | (7) | (15) | (2) | 62 |

() Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

En cas de contrôles fiscaux, les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financée par l'entreprise.

Provisions pour engagements de retraite et assimilé

Filiales sans fond de pension

| Principales hypothèses actuarielles retenues | France | |
|--|---------|---------|
| | 12/2025 | 12/2024 |
| Age de départ à la retraite | 67 ans | 67 ans |
| Evolution des salaires | 3,00 % | 3,00 % |
| Taux d'actualisation financière | 3,80 % | 3,40 % |
| Taux de départ | 2,52 % | 2,68 % |

Les régimes donnent lieu à la constitution de provisions.

Le groupe Mobilize Financial Services France a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent les indemnités de fin de carrière.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

| En millions d'euros | Valeur actuarielle de l'obligation | Juste valeur des actifs du régime | Plafonnement de l'actif | Passif (actif) net au titre de prestations définies |
|--|------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| | (A) | (B) | (C) | (A)-(B)-(C) |
| Solde à l'ouverture de la période | 36 | | | 36 |
| Coût des services rendus de la période | 2 | | | 2 |
| Intérêt net sur le passif (actif) net | 1 | | | 1 |
| Charge (produit) au compte de résultat | 3 | | | 3 |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières | (3) | | | (3) |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience | 1 | | | 1 |
| Réévaluation du passif (actif) net en Autres éléments du résultat global | (2) | | | (2) |
| Prestations payées au titre du régime | (4) | | | (4) |
| Effet des variations de cours de change | 1 | | | 1 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 34 | | | 34 |

Note 11 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

| En millions d'euros | 12/2024 | Dotations | Reprises | | Autres (*) variations | 12/2025 |
|---|------------|------------|-------------|---------------|-----------------------|------------|
| | | | Utilisées | Non Utilisées | | |
| Dépréciations sur opérations bancaires | 392 | 115 | (67) | (23) | (4) | 413 |
| Opérations avec la clientèle | 392 | 115 | (67) | (23) | (4) | 413 |
| Dont dépréciation sur créances saines | 75 | 40 | (10) | (23) | (4) | 78 |
| Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origine | 61 | 21 | (31) | | | 51 |
| Dont dépréciation des créances en défaut | 256 | 54 | (26) | | | 284 |
| Provisions sur opérations non bancaires | | 1 | (1) | | | |
| Autres couvertures d'un risque de contrepartie | | 1 | (1) | | | |
| Provisions sur opérations bancaires | 4 | 11 | | (13) | | 2 |
| Provisions sur engagement par signature | 4 | 11 | | (13) | | 2 |
| Total couverture des risques de contreparties | 396 | 127 | (68) | (36) | (4) | 415 |
| (*) Autres variations = Reclassement | | | | | | |

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 12 : Dettes subordonnées

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------|------------|
| Dettes évaluées au coût amorti | 377 | 234 |
| Emprunts subordonnés | 364 | 228 |
| Dettes rattachées sur emprunts subordonnés | 13 | 6 |
| Dettes évaluées à la juste valeur | 10 | 9 |
| Titres participatifs | 10 | 9 |
| Total des dettes subordonnées (*) | 387 | 243 |
| (*) Dont entreprises liées | 363 | 228 |

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant initial de 500 000 000 Francs.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 13 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

| En millions d'euros | < 3 mois | De 3 à 12 mois | De 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2025 |
|--|--------------|----------------|---------------|------------|---------------|
| Actifs financiers | 5 725 | 8 442 | 11 276 | 84 | 25 527 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 172 | 218 | 3 483 | | 4 873 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 4 553 | 8 224 | 7 793 | 84 | 20 654 |
| Passifs financiers | 5 173 | 4 941 | 12 227 | 374 | 22 715 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 4 767 | 4 423 | 8 446 | | 17 636 |
| Dettes envers la clientèle | 153 | | | | 153 |
| Dettes représentées par un titre | 240 | 518 | 3 781 | | 4 539 |
| Dettes subordonnées | 13 | | | 374 | 387 |

| En millions d'euros | < 3 mois | De 3 à 12 mois | De 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2024 |
|--|--------------|----------------|---------------|------------|---------------|
| Actifs financiers | 5 743 | 7 646 | 11 341 | 63 | 24 793 |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 129 | 423 | 3 136 | | 4 688 |
| Prêts et créances sur la clientèle | 4 614 | 7 223 | 8 205 | 63 | 20 105 |
| Passifs financiers | 5 777 | 4 641 | 11 385 | 237 | 22 040 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 5 430 | 4 157 | 7 686 | | 17 273 |
| Dettes envers la clientèle | 107 | | | | 107 |
| Dettes représentées par un titre | 234 | 484 | 3 699 | | 4 417 |
| Dettes subordonnées | 6 | | | 237 | 243 |

Note 14 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

| En millions d'euros | < 3 mois | De 3 à 12 mois | De 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2025 |
|--|--------------|----------------|---------------|------------|---------------|
| Passifs financiers | 5 186 | 5 209 | 12 872 | 430 | 23 697 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 4 630 | 4 265 | 8 446 | | 17 341 |
| Dettes envers la clientèle | 148 | | | | 148 |
| Dettes représentées par un titre | 241 | 518 | 3 781 | | 4 540 |
| Dettes subordonnées | | | | 373 | 373 |
| Intérêts futurs à payer | 167 | 426 | 645 | 57 | 1 295 |
| Engagements de financements et garanties donnés | 905 | | | | 905 |
| Total flux futurs contractuels par échéance | 6 091 | 5 209 | 12 872 | 430 | 24 602 |

| En millions d'euros | < 3 mois | De 3 à 12 mois | De 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2024 |
|--|--------------|----------------|---------------|------------|---------------|
| Passifs financiers | 5 785 | 4 882 | 12 082 | 259 | 23 008 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 5 302 | 4 010 | 7 686 | | 16 998 |
| Dettes envers la clientèle | 103 | | | | 103 |
| Dettes représentées par un titre | 234 | 484 | 3 699 | | 4 417 |
| Dettes subordonnées | | | | 238 | 238 |
| Intérêts futurs à payer | 146 | 388 | 697 | 21 | 1 252 |
| Engagements de financements et garanties donnés | 1 190 | | | | 1 190 |
| Total flux futurs contractuels par échéance | 6 975 | 4 882 | 12 082 | 259 | 24 198 |

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielles notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2025.

Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers et décomposition par niveau des actifs et des passif

| En millions d'euros - 31/12/2025 | Valeur Comptable | Fair Value | | | | Ecart (*) |
|---|------------------|------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | JV (*) | |
| Actifs financiers | 25 527 | | 4 873 | 20 648 | 25 521 | (6) |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 4 873 | | 4 873 | | 4 873 | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 20 654 | | | 20 648 | 20 648 | (6) |
| Passifs financiers | 22 715 | 11 | 22 949 | | 22 960 | (245) |
| Dettes envers les établissements de crédit | 17 636 | | 17 851 | | 17 851 | (215) |
| Dettes envers la clientèle | 153 | | 153 | | 153 | |
| Dettes représentées par un titre | 4 539 | | 4 576 | | 4 576 | (37) |
| Dettes subordonnées | 387 | 11 | 369 | | 380 | 7 |
| (*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents | | | | | | |

| En millions d'euros - 31/12/2024 | Valeur Comptable | Fair Value | | | | Ecart (*) |
|---|------------------|------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| | | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | JV (*) | |
| Actifs financiers | 24 793 | | 4 688 | 20 068 | 24 756 | (37) |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 4 688 | | 4 688 | | 4 688 | |
| Prêts et créances sur la clientèle | 20 105 | | | 20 068 | 20 068 | (37) |
| Passifs financiers | 22 040 | 10 | 22 047 | | 22 057 | (17) |
| Dettes envers les établissements de crédit | 17 273 | | 17 273 | | 17 273 | |
| Dettes envers la clientèle | 107 | | 107 | | 107 | |
| Dettes représentées par un titre | 4 417 | | 4 434 | | 4 434 | (17) |
| Dettes subordonnées | 243 | 10 | 233 | | 243 | |
| (*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents | | | | | | |

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers**

| En millions d'euros - 31/12/2025 | Valeur Brute comptable avant compensation | Montants bruts compensés | Montant net au bilan | Montants non compensés | | | Exposition nette |
|-----------------------------------|---|--------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
| | | | | Instruments financiers au passif | Garantie au Passif | Garantie hors bilan | |
| Actifs | 780 | | 780 | | 366 | | 414 |
| Créances commerciales Renault (1) | 780 | | 780 | | 366 | | 414 |

| En millions d'euros - 31/12/2024 | Valeur Brute comptable avant compensation | Montants bruts compensés | Montant net au bilan | Montants non compensés | | | Exposition nette |
|-----------------------------------|---|--------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
| | | | | Instruments financiers au passif | Garantie au Passif | Garantie hors bilan | |
| Actifs | 428 | | 428 | | 398 | | 30 |
| Créances commerciales Renault (1) | 428 | | 428 | | 398 | | 30 |

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 780 M€ à celles du Groupe Renault Retail Group en 2025, contre 428 M€ à fin décembre 2024. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 366 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 17 : Engagements donnés

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------|--------------|
| Engagements de financement | 909 | 1 193 |
| Engagements en faveur de la clientèle | 909 | 1 193 |
| Autres engagements donnés | 11 | |
| Engagements sur locations mobilières et immobilières | 11 | |
| Total des engagements donnés | 920 | 1 193 |

Note 18 : Engagements reçus

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|---------------|---------------|
| Engagements de financement | | 3 860 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | | 3 860 |
| Engagements de garantie | 11 015 | 10 864 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 13 | 13 |
| Engagements reçus de la clientèle | 641 | 638 |
| Engagements de reprise reçus | 10 361 | 10 213 |
| Total des engagements reçus (*) | 11 015 | 14 724 |
| (*) Dont entreprises liées | 4 423 | 8 551 |

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|--------------|
| Intérêts et produits assimilés | 1 583 | 1 474 |
| Opérations avec les établissements de crédit | 179 | 234 |
| Opérations avec la clientèle | 355 | 411 |
| Opérations de location financière | 1 013 | 798 |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | 11 | |
| Intérêts courus et échus des instruments financiers | 25 | 31 |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires | (309) | (297) |
| Opérations avec la clientèle | (70) | (71) |
| Opérations de location financière | (239) | (226) |
| Total des intérêts et produits assimilés (*) | 1 274 | 1 177 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | 385 | 368 |

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|----------------|
| Opérations avec les établissements de crédit | (802) | (795) |
| Opérations de location financière | (1) | |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | (4) | (23) |
| Charges sur dettes représentées par un titre | (151) | (182) |
| Autres intérêts et charges assimilées | (1) | (1) |
| Total des intérêts et charges assimilées (*) | (959) | (1 001) |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | (812) | (827) |

Note 21 : Commissions

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| Produits sur commissions** | 294 | 334 |
| Commissions sur activités de services | 15 | 61 |
| Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement | 147 | 136 |
| Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement | 109 | 98 |
| Autres commissions accessoires aux contrats de financement | 23 | 39 |
| Charges sur commissions | (133) | (172) |
| Commissions | (3) | (3) |
| Commissions sur les activités de services | (18) | (44) |
| Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement | (7) | (8) |
| Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement | (91) | (96) |
| Autres commissions accessoires aux contrats de financement | (14) | (21) |
| Total des commissions nettes (*) | 161 | 162 |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i> | 87 | 76 |

** Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans les « Faits marquants ».

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 22 : Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|------------|----------|
| Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur | (1) | 2 |
| Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur | (1) | 2 |

Les produits d'intérêts relatifs aux actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables sont non significatifs à fin décembre 2025.

Note 23 : Produits et charges nets des autres activités

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|--------------|--------------|
| Autres produits d'exploitation bancaire | 239 | 220 |
| Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux | 119 | 104 |
| Dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles | 1 | 1 |
| Opérations de location opérationnelle | 118 | 89 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 2 | 27 |
| Dont reprise de provisions pour risques bancaires | | 1 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | (236) | (175) |
| Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux | (115) | (91) |
| Dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles | (6) | |
| Coûts de distribution non assimilables à des intérêts | (7) | (11) |
| Opérations de location opérationnelle | (94) | (71) |
| Autres charges d'exploitation bancaire | (20) | (2) |
| Dont dotation aux provisions pour risques bancaires | (8) | |
| Autres produits et charges d'exploitation | 1 | |
| Autres produits d'exploitation | 7 | 6 |
| Autres charges d'exploitation | (6) | (6) |
| Total des produits et charges nets des autres activités (*) | 4 | 45 |
| (*) Dont entreprises liées | | (1) |

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Note 24 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| Frais de personnel | (130) | (120) |
| Rémunération du personnel | (34) | (39) |
| Charges de retraites et assimilées | (13) | (14) |
| Autres charges sociales | (53) | (56) |
| Autres charges de personnel | (30) | (11) |
| Autres frais administratifs | (60) | (70) |
| Impôts et taxes hors IS | (9) | (11) |
| Loyers | (2) | (3) |
| Autres frais administratifs | (49) | (56) |
| Total des charges générales d'exploitation (*) | (190) | (190) |
| (*) Dont entreprises liées | 98 | 97 |

Les honoraires des commissaires aux comptes sont analysés dans la note 28 - honoraires des commissaires aux comptes.

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Forvis Mazars au cours de l'exercice à DIAC S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des évaluations d'expérience client, (ii) préparation de la déclaration d'impôt et (iii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

| Effectif moyen en nombre | 12/2025 | 12/2024 |
|---------------------------------|--------------|--------------|
| Effectif moyen en nombre | 1 588 | 1 609 |
| Effectif moyen en nombre | 1 588 | 1 609 |

Note 25 : Coût du risque par catégorie de clientèle

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|-------------|-------------|
| Coût du risque sur financement clientèle | (66) | (66) |
| Dotations pour dépréciation | (106) | (174) |
| Reprises de dépréciation | 92 | 152 |
| Pertes sur créances irrécouvrables | (79) | (66) |
| Récupérations sur créances amorties | 27 | 22 |
| Coût du risque sur financement des Réseaux | (5) | (8) |
| Dotations pour dépréciation | (12) | (12) |
| Reprises de dépréciation | 7 | 4 |
| Coût du risque sur autres activités | 1 | (1) |
| Variation des dépréciations des autres créances | 1 | (1) |
| Total du coût du risque | (70) | (75) |

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin décembre 2025, le total coût du risque s'établit à 70 M€ dont 66 M€ sur le financement clientèle (soit 0,43 % des Actifs Productifs Moyens) et une dotation de 5 M€ (soit 0,11 % des Actifs Productifs Moyens) sur le financement réseau et -1 M€ liés à d'autres activités.

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-66 M€), les principaux mouvements intervenus au cours de l'année 2025 sont :

- Une augmentation nette de provision de 14 M€ sur les encours du bucket 1, 2 et 3 ;
- Un montant d'abandons de créances nette de provision et de récupération de 52 M€.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une dotation nette de 5 M€.

➤ **Ajustements post-modèle - Forward Looking**

Les ajustements post-modèle sur base d'informations prospectives et de scénarios macroéconomiques dite Forward Looking intègrent une approche sectorielle et statistique.

Approche sectorielle

La provision forward-looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques. Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque (faible, moyen, élevé et très élevé) pour les principaux secteurs économiques.

Actuellement, les secteurs identifiés comme présentant le risque le plus élevé et faisant face à des perspectives économiques défavorables sont la construction, le textile et l'habillement, l'automobile, les métaux et la chimie. Les trois derniers secteurs ont intégré en 2025 la liste des secteurs risqués couverts par une provision additionnelle et expliquent la hausse significative du montant des provisions observée au cours de l'année, passant de 6 M€ à 11 M€, dont 1 M€ sur le financement du réseau.

Approche statistique

La provision statistique repose sur trois scénarios macroéconomiques élaborés par la BCE :

- Baseline : les paramètres PD et LGD sont projetés à l'aide de modèles internes et d'indicateurs macroéconomiques alignés sur le scénario « baseline » de la BCE.
- Adverse : approche similaire au scénario de référence, mais en utilisant des données macroéconomiques dégradées provenant de la BCE. Cela entraîne des valeurs PD/LGD plus élevées et donc des pertes de crédit attendues (ECL) plus importantes.
- Upward : basé sur une approche interne prenant en compte la moyenne des écarts positifs entre les prévisions et les réalisations des indicateurs économiques, conduisant à des PD et LGD nettement inférieurs par rapport aux scénarios « baseline » et « adverse ». Les scénarios sont pondérés selon leur probabilité et les perspectives économiques (PIB, chômage, inflation).

En 2025, à la suite d'une mise à jour des modèles « forward-looking », le scénario « stabilité » a été remplacé par le scénario « upward ».

Les prévisions macroéconomiques utilisées pour le calcul de la provision statistique « forward-looking » proviennent de la mise à jour de juin de la BCE. Ces projections indiquent, en moyenne une performance du PIB plus faible, mais de légères améliorations en matière d'inflation et de chômage.

Chaque scénario est pondéré afin de refléter les dernières perspectives macroéconomiques (évolutions du PIB, chômage, inflation) et leur probabilité de survenance, garantissant que l'ECL soit ajusté aux conditions « point-in-time ». La provision statistique prospective est calculée comme la différence entre la provision pondérée par scénario et le niveau actuel d'ECL.

Le poids du scénario défavorable (adverse) a été augmenté de 15 points de pourcentage en raison des prévisions économiques défavorables et de l'instabilité politique en France. Les perspectives doivent être considérées comme moins favorables par rapport à l'année précédente, ce qui est cohérent avec l'abaissement de la note de crédit du pays par les agences Fitch et S&P.

Le tableau ci-dessous présente les changements de pondération pour chaque scénario entre décembre 2024 et décembre 2025.

| Clientèle et réseau | FL Scénario Poids – Décembre 2024 | | | | FL Scénario Poids – Décembre 2025 | | | | Variation | | | |
|---------------------------|-----------------------------------|----------|---------|--------|-----------------------------------|----------|---------|--------|-----------|----------|---------|--------|
| | Stability | Baseline | Adverse | Upward | Stability | Baseline | Adverse | Upward | Stability | Baseline | Adverse | Upward |
| France | 0,25 | 0,5 | 0,25 | 0 | 0 | 0,45 | 0,4 | 0,15 | -0,25 | -0,05 | 0,15 | 0,15 |

Provision Forward-looking remarketing : au 31 décembre 2025, Diac a introduit une provision forward-looking remarketing, intégrée dans la composante statistique dont le principe et les hypothèses sont les suivants :

Principe :

Les modèles de LGD actuels ne reflètent pas la détérioration attendue des performances de recommercialisation des véhicules électriques (VE). En effet, les VE présentent aujourd'hui des valeurs de revente nettement inférieures à celles des véhicules thermiques. Avec l'augmentation continue de la part des VE dans le portefeuille du Groupe, cette tendance devrait peser négativement sur les taux de recouvrement et ainsi entraîner une hausse des LGD.

Hypothèses et méthodes retenues :

La composante Remarketing a pour objectif d'anticiper la dégradation des taux de récupération. Les stress appliqués sont les suivants :

- -20 points sur les véhicules électriques
- -5 points sur les non électriques,
- Probabilité de survénance du scénario de 75 %.

L'impact financier associé représente une dotation de 4,5 M€.

Variation des provisions forward looking au cours de l'exercice :

La provision totale du Forward looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s'est élevée à :

Approche statistique : 11 M€ à fin décembre 2025 contre 35 M€ à fin décembre 2024.

Approche sectorielle : 11 M€ à fin décembre 2025 contre 6 M€ à fin décembre 2024.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 22M€ contre 41M€ à fin décembre 2024.

Le tableau ci-dessous présente le stock de provisions « forward-looking » à la fin de 2025, ventilé par « buckets » et par les principaux pays en termes d'encours.

| En millions d'euros | Clientèle | | | Réseau | | | Total 12/2025 |
|---------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------------|
| | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | |
| France | 13 | 3 | 2 | 2 | 1 | | 21 |

| En millions d'euros | Clientèle | | | Réseau | | | Total 12/2024 |
|---------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------------|
| | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | |
| France | 19 | 16 | 4 | 2 | | | 41 |

➤ Ajustements post-modèle - Expertise

Les ajustements post-modèle à dire d'expert sont apportés lorsque des informations complémentaires permettent d'affiner les modèles statistiques. Ces ajustements sont classés en quatre catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (par exemple, risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

L'ensemble des ajustements représente une diminution de 7 % du montant total des pertes de crédit attendues au 31 décembre 2025, contre une dotation nette de 5 % au 31 décembre 2024.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés sont détaillées dans la partie « Règles et méthodes comptables ».

Note 26 : Impôts sur les bénéfices

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|--|-------------|-------------|
| Impôts exigibles | (39) | (24) |
| Impôts courants sur les bénéfices | (39) | (24) |
| Impôts différés | (26) | 46 |
| Impôts différés | (26) | 46 |
| Total de la charge d'impôts sur les bénéfices | (65) | 22 |

Le montant de CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -0,9 M€.

La charge d'impôt courant correspond aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'Administration fiscale française.

La charge d'impôt au 31 décembre 2025 tient compte d'une surtaxe exceptionnelle de 5,7 M€.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

| En millions d'euros | 12/2025 | 12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| ID sur provisions | 40 | 45 |
| ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement | (80) | (27) |
| ID sur déficits reportables | 177 | 120 |
| ID sur autres actifs et passifs | 340 | 245 |
| ID sur opérations de location | (943) | (821) |
| Total des impôts différés nets au bilan | (466) | (438) |

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

| En % | 12/2025 | 12/2024 |
|--|----------------|-----------------|
| Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France | 25,83 % | 25,83 % |
| Différentiel de taux d'imposition | 20,09 % | -43,63 % |
| Autres impacts | 0,63 % | 0,87 % |
| Taux effectif d'impôt | 46,55 % | -16,93 % |

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

| En millions d'euros | Var. 2025 des capitaux propres | | | Var. 2024 des capitaux propres | | |
|--|--------------------------------|-----|-----|--------------------------------|----|-----|
| | Avant IS | IS | Net | Avant IS | IS | Net |
| Ecart actuariels sur engagements de retraite | 3 | (1) | 2 | (10) | 3 | (7) |

Note 27 : Evénements postérieurs à la clôture

L'évolution récente de la situation géopolitique au Moyen-Orient a contribué à renforcer les incertitudes pesant sur l'environnement économique global. A ce stade, ces événements postérieurs à la clôture n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de la société, en raison de l'absence d'expositions dans cette zone géographique. Le portefeuille d'actifs a par ailleurs fait l'objet d'un suivi régulier dans ce contexte et ne présente pas de sensibilité particulière à ces évolutions.

Note 28 : Honoraires des commissaires aux comptes

| En milliers d'euros | Réseau FORVIS MAZARS | | | | Réseau KPMG | | | |
|---|----------------------|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|
| | 2025 | | 2024 | | 2025 | | 2024 | |
| | HT | % | HT | % | HT | % | HT | % |
| Audit légal stricto sensu | 225 | 76 % | 235 | 72 % | 217 | 75 % | 227 | 72 % |
| Certification du reporting CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) | 72 | 24 % | 90 | 28 % | 72 | 25 % | 90 | 28 % |
| Services habituellement fournis par les commissaires aux comptes | 0 | 0 % | 0 | 0 % | 0 | 0 % | 0 | 0 % |
| Audit légal et prestations assimilées | 297 | 100 % | 325 | 100 % | 289 | 100 % | 317 | 100 % |
| Prestations fiscales, juridiques et sociales | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |
| Prestations d'accompagnement en organisation | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |
| Autres prestations | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |
| Prestations de service autorisées hors audit légal ayant nécessité une approbation | 0 | | 0 | | 0 | | 0 | |
| TOTAL DES HONORAIRES | 297 | 100 % | 325 | 100 % | 289 | 100 % | 317 | 100 % |

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

| | Pays | Pourcentage de contrôle et d'intérêt | |
|--|--------|--------------------------------------|--------|
| | | 2025 | 2024 |
| SOCIETE MERE : DIAC S.A. | France | | |
| SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT : Financement des ventes : DIAC Location S.A. | | | |
| | France | 100,00 | 100,00 |

I. ANNEXE : LES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

REFINANCEMENT ET GESTION DE BILAN

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

L'ORGANISATION DU CONTROLE DES RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le conseil d'administration de RCI Banque. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque SA. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un *reporting* quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de RCI Banque SA, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTERET, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITE**LE RISQUE DE TAUX**

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque.

Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t. Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.
- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le conseil d'administration de RCI Banque.

| | |
|---|--------------|
| Limite centrale de refinancement : | 32 M€ |
| Limite des filiales de financement des ventes : | 38 M€ |
| Non Alloués : | 0 M€ |
| Total limite de sensibilité en millions d'euros accordé par le conseil d'administration sur avis du comité des risques de RCI Banque : | 70 M€ |

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2022/14), RCI Banque mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2025, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée (70 M€).

La sensibilité en valeur absolue du groupe MFSF au risque de taux (variation uniforme de la courbe de taux) constatée au 31 décembre 2025 est de + 7,2 M€, en dessous de la limite de 4,9 M€.

Au 31 décembre 2025, une hausse des taux en valeur relative de la sensibilité de la MNI aurait un impact négatif de - 6,9 M€ sur DIAC S.A., un impact négatif de -78 K€ sur Diac Location S.A. et un impact négatif de -37 K€ sur l'activité carte de DIAC S.A.

La somme des valeurs absolues des sensibilités à la MNI des filiales du groupe MFSF s'élève à 7,1 M€.

L'ANALYSE DU RISQUE DE TAUX FAIT RESSORTIR LES POINTS SUIVANTS :

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés principalement par des emprunts à taux fixe ou des swaps d'intérêts.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité de la holding de refinancement en-deçà de la limite définie par le groupe (32 M€).

Ces opérations de macro-couvertures sont adossées :

- Soit à des ressources à taux variable,
- Soit à des ressources à taux fixes variabilisées par un dérivé,
- Soit à des portefeuilles de créances commerciales à taux fixe

Les swaps qualifiés en couverture de flux de trésorerie adossés à des ressources à taux variable sont valorisés en juste valeur par les réserves, conformément à la norme IFRS 9.

Les swaps qualifiés en couverture de juste valeur adossés à des portefeuilles de créances commerciales à taux fixe ainsi que la composante couverte des actifs ou de la dette à taux fixe, sont valorisés en juste valeur par résultat.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- Pour les relations de micro-couverture : l'efficacité des relations en comparant des variations de valeur des éléments couverts avec celles des instruments de couvertures,
- Pour les relations de macro-couverture : l'adossement des opérations de macro-couverture, en confrontant les notionnels de ces opérations à celles des éléments couverts.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés :

- Pour les couvertures de flux de trésorerie : en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur fin d'amortissement,
- Pour les couvertures de juste valeur : en tenant compte d'hypothèses d'écoulement des actifs (remboursements anticipés, risque de crédit...) ; et en tenant compte uniquement de la composante taux pour les dettes à taux fixe sous-jacentes.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

LE RISQUE DE LIQUIDITE

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

A cette fin, RCI Banque s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque repose sur les éléments suivants :

- La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

- La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin.

Elle se compose de :

- actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le Comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR,
- actifs financiers non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle,
- de lignes bancaires bilatérales confirmées,
- de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers.

Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le comité financier.

- Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les scénarios comprennent également des vitesses différenciées de propagation du stress associées à des horizons de survie différenciés.

LE RISQUE DE CHANGE

Depuis 2022, le groupe Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le Groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 Groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du Groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du comité capital et liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur.

RCI Banque encadre par des limites sa position de change transactionnelle qui provient des cash-flows libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 4 M€, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction financements et trésorerie.

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

Le groupe MFSF se refinance dans sa devise patrimoniale et n'a donc à ce titre pas de position de change transactionnelle.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « Liquidity Coverage Ratio » (LCR), RCI Banque a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

RCI a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en comité financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au comité financier RCI Banque.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présenté ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

Méthode forfaitaire :

Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en 2023.

L'utilisation croissante de techniques d'atténuation du risque sur instruments dérivés (chambres de compensation ou échanges de collatéral avec la contrepartie sur une base bilatérale) a incité Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

Mobilize Financial Services distingue les dérivés enregistrés en chambre de compensation, les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral et les dérivés non compensés sans échange de collatéral. Un coefficient d'équivalent risque est affecté à chaque type d'opération. Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt ou de change :

- pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position au maximum un jour ;
- pour les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral hebdomadaire, Mobilize Financial Services est en position sept jours ;
- pour les dérivés non compensés sans échange de collatéral, Mobilize Financial Services est en position jusqu'à l'échéance de la transaction.
- Avec l'ajout d'une composante change pour les swaps de change.

A la suite des différentes analyses sur les courbes de taux, Mobilize Financial Services a opté pour les évaluations de risque suivante :

- 0 % sur les dérivés en chambre de compensation,
- 2 % pour les swaps gérés en bilatérale,
- 6 % pour les swaps de change (qui ont en plus d'une dépendance aux variations de taux ont également une dépendance aux variations des taux de change).

Contrat sur taux d'intérêt

| SWAPS Compensés | SWAPS Bilatérales de taux | SWAPS d'intérêt non compensés | |
|-----------------|---------------------------|-------------------------------|------------------|
| | | Durée résiduelle | Coefficient taux |
| 0 % | 2 % | Entre 0 et 1 an | 2 % |
| | | Entre 1 et 2 ans | 5 % |
| | | Entre 2 et 3 ans | 8 % |
| | | Entre 3 et 4 ans | 11 % |
| | | Entre 4 et 5 ans | 14 % |
| | | Entre 5 et 6 ans | 17 % |
| | | Entre 6 et 7 ans | 20 % |
| | | Entre 7 et 8 ans | 23 % |
| | | Entre 8 et 9 ans | 26 % |
| | | Entre 9 et 10 ans | 29 % |

Contrat sur taux de change

| SWAPS bilatérales de change | SWAPS de change non compensés | |
|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Initial duration | Coefficient change |
| 6 % | Entre 0 et 1 an | 6 % |
| | Entre 1 et 2 ans | 18 % |
| | Entre 2 et 3 ans | 22 % |
| | Entre 3 et 4 ans | 26 % |
| | Entre 4 et 5 ans | 30 % |
| | Entre 5 et 6 ans | 34 % |
| | Entre 6 et 7 ans | 38 % |
| | Entre 7 et 8 ans | 42 % |
| | Entre 8 et 9 ans | 46 % |
| | Entre 9 et 10 ans | 50 % |

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on » :

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

| Durée résiduelle | Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal) | Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal) |
|-----------------------|--|---|
| <= 1 an | 0 % | 1 % |
| 1 an < durée <= 5 ans | 0,50 % | 5 % |
| > 5 ans | 1,50 % | 7,50 % |

Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 198,8 M€ au 31 décembre 2025, contre 234,9 M€ au 31 décembre 2024. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 47,7 M€ au 31 décembre 2025, contre 54,3 M€ au 31 décembre 2024. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social